Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 8 juillet 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°672 ■

Contribution

EN EXCLUSIVITÉ POUR LE QUOTIDIEN LES ENJEUX ECO

Le Nobel 2024 et son nouveau regard sur le développement

Par Rachid Meksen P 5

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Moins de 10% de consommation à l'horizon 2030

L'Algérie s'engage fermement sur la voie de la sobriété énergétique, avec un objectif clair fixé à l'horizon 2030 : réduire la consommation énergétique nationale de moins de 10%. Ce seuil est considéré comme atteignable grâce à une stratégie d'efficacité énergétique multisectorielle, comme l'a affirmé le Pr Boukhalfa Yaïci, directeur général du Green Energy Cluster Algeria. P 3

CONTRAT DE PARTAGE DE PRODUCTION ENTRE SONATRACH ET ENI

1,35 milliard de dollars d'investissements

Sonatrach et ENI ont procédé, ce lundi, à la signature d'un contrat de partage de production dans la région de Zemoul al-Kbar. La durée du contrat est de 30 ans, renouvelable pour 10 années supplémentaires. Un investissement total de 1,35 milliard de dollars américains est consacré à cet accord.

P 3

EXPORTATIONS

146 opérateurs exportent des biens pour une valeur supérieure à un million $

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné le rôle fondamental des exportateurs dans le soutien à l'économie nationale. Il a néanmoins jugé impératif de revoir les modalités de l'exercice de ce qu'il convient de considérer comme une profession à part entière.

P 16

IBTISSAM HAMLAOUI

«Le développement global n'est complet qu'avec la participation active des femmes»

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Ibtissem Hamlaoui, a assuré ce lundi, que l'instance qu'elle préside, avait choisi de baser son travail sur la proximité avec la société civile non seulement à travers des rapports, mais à travers des rencontres directes et continues avec les associations locales, les comités de quartier, les organisations d'étudiants, et les initiatives féminines actives, à travers les différentes wilayas du pays.

P 2

DÉCARBONATION DANS LE MONDE ARABE

L'Algérie s'illustre par une réduction notable P 3

RELIZANE

Installation de 31 bornes de recharge pour véhicules électriques P 2

SOMMET DE LA JEUNESSE

Le Président Tebboune appelle à l'unité nationale P 4

DÉCÈS D'AHMED BOUHIRED

Le ministre de la Communication adresse ses Condoléances

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a présenté ses condoléances à la famille du moudjahid et technicien de la Télévision Algérienne, Ahmed Bouhired, décédé à l'âge de 85 ans.
Dans son message, le ministre a exprimé « ses plus sincères condoléances et sa plus profonde compassion à la famille du défunt, ainsi qu'à toute la famille médiatique de la Télévision Algérienne, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt sa vaste miséricorde et son pardon, et d'inspirer à sa famille et à ses proches la patience et le réconfort ».
Ahmed Bouhired a occupé plusieurs postes importants, notamment celui de directeur du projet de la Maison de la Radio et de la Télévision à Constantine, inaugurée par l'ancien président Houari Boumédiène en 1970. Il fut également responsable du lancement de la chaîne Canal Algérie via satellite. Le défunt a également occupé le poste de chef du département des ressources techniques et de la production à la RTA (Radio Télévision Algérienne) pendant de nombreuses années, avant de devenir directeur des services et équipements techniques (DSTE) au sein de la Télévision Algérienne, puis assistant du directeur général en charge des questions techniques. « À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons. »

DJANET

Camps d'été pour 130 enfants sur le littoral de la wilaya de Chlef

Un contingent de 130 enfants de la wilaya de Djanet se rendra sur les pages de la wilaya de Chlef, dans le cadre de colonies de vacances d'été 2025, a-t-on appris lundi des responsables de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Ce groupe, le deuxième après celui programmé en juin dernier, fait partie d'un programme de six contingents, soit 750 enfants, bénéficiant chacun d'un séjour de douze jours dans la ville balnéaire de Ténès et transportés par voie aérienne, a indiqué le DJS, Fodil Ouamane.
Selon le même responsable, un quota de 20% du total des estivants a été réservé aux meilleurs élèves afin de les encourager à redoubler d'efforts, et un autre de 10% a été consacré aux scouts musulmans algériens (SMA).
Les inscriptions des estivants se sont effectuées via la plateforme numérique ouverte par le ministère de tutelle, a-t-il ajouté en signalant que le programme de vacances prévoit une panoplie d'activités culturelles et récréatives et des circuits touristiques, encadrés par des accompagnateurs regroupant animateurs, praticiens et paramédicaux.
Pour permettre au plus grand nombre d'enfants de meubler leurs vacances, il est fait état, par ailleurs, de l'ouverture cet été de la piscine communale de Djanet, et de l'ouverture prochaine de la piscine de la commune de Bordj El-Haouès après achèvement de ses travaux d'aménagement, a fait savoir M.Ouamane.
Des programmes récréatifs seront aussi mis en œuvre par les établissements de jeunes, en coordination avec les acteurs du secteur de la jeunesse, à la satisfaction des enfants et des jeunes de la wilaya de Djanet, y compris ses zones enclavées.

RELIZANE

Installation de 31 bornes de recharge pour véhicules électriques

Trente-et-une bornes (31) de recharge pour véhicules électriques ont été installés dans la wilaya de Relizane, à-on informé, lundi, du directeur local de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), Abdelkader Dhamen.
M. Dhamen a précisé que ces équipements énergétiques ont été installés sur 23 sites à travers la wilaya, notamment au siège de la direction de distribution de l'électricité et du gaz, au siège de la wilaya, ainsi que dans les parcs automobiles des communes de Oued R'hiou, Sidi M'hamed Benali et Mendes. L'opération d'installation concerne également sept établissements hospitaliers, l'université « Chahid Ahmed Zabana », deux stations de services situées sur l'autoroute Est-Ouest à El Hammadia et Yellel, ainsi que plusieurs stations de services de Naftal réparties dans différentes régions de la wilaya, selon le même responsable.
Le programme d'installation des bornes de recharge pour véhicules électriques, mis en œuvre par le groupe Sonelgaz, s'inscrit – d'après M. Dhamen – dans le cadre des efforts de l'État visant à renforcer la transition énergétique et à introduire l'usage des voitures électriques sur le marché national. Dans ce contexte, l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz de Relizane veille à répondre à toutes les demandes d'installation de stations de recharge électrique, que ce soit dans les stations-service, les infrastructures publiques ou les établissements privés, et ce, selon des conditions et procédures bien définies, à-on indiquées.

TRIBUNAL DE SIDI MHAMED

L'ancien ministre de la justice Tayeb Louh condamné à quatre ans de prison

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed a rendu ce lundi son verdict dans un énième procès intenté contre l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, dans le cadre d'affaires de corruption.
Ce dernier a été condamné à quatre ans de prison ferme, assortis d'une amende de 200 000 dinars algériens pour les chefs d'inculpation suivants : fausse déclaration de patrimoine et enrichissement illicite. Ces délits sont prévus et sanctionnés par les articles 04, 36 et 37 de la loi n° 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption.

IBTISSAM HAMLAOUI

« Le développement global n'est complet qu'avec la participation active des femmes »

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Ibtissem Hamlaoui, a assuré ce lundi, que l'instance qu'elle préside, avait choisi de baser son travail sur la proximité avec la société civile non seulement à travers des rapports, mais à travers des rencontres directes et continues avec les associations locales, les comités de quartier, les organisations d'étudiants, et les initiatives féminines actives, à travers les différentes wilayas du pays.
Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de l'Université d'été, la présidente de l'ONCC, a d'emblée rappelé que de nombreuses rencontres régionales et locales ont été organisées, au cours desquelles « il a été constaté la vitalité de la société civile, la richesse des expériences de terrain et la multiplicité des initiatives qui témoignent d'une vitalité et d'une volonté sincère d'apporter une contribution positive de la base au sommet ». « Ces rencontres ont été une véritable occasion d'échanger des visions, d'écouter les préoccupations des acteurs et de discuter des défis qu'ils rencontrent sur le terrain », a-t-elle dit. Nous avons également, a-t-elle ajouté, consacré un espace important aux rencontres étudiantes, reconnaissant que l'université n'est pas seulement un espace de science, mais aussi un vivier de jeunes énergies qui doivent trouver dans le travail associatif un moyen de participation et d'initiative. « Parce que les femmes ont toujours été au centre des dynamiques sociétales, nous avons accordé une attention particulière aux associations de femmes et aux initiatives qui traitent des questions relatives aux femmes, qu'il s'agisse de l'autonomisation économique, de la protection sociale ou des droits civils, car nous pensons que le développement global n'est complet qu'avec la participation active et consciente des femmes », a encore soutenu Mme Hamlaoui.
Dans ce contexte, l'Observatoire national reste, selon sa première responsable, attaché au rôle qui lui a été assigné, tel que voulu par le Président de la République lors de sa création, à savoir être un espace de concertation, d'évaluation et d'accompagnement, afin de promouvoir la pratique associative et le développement local.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Moins de 10% de consommation à l'horizon 2030

L'Algérie s'engage fermement sur la voie de la sobriété énergétique, avec un objectif clair fixé à l'horizon 2030 : réduire la consommation énergétique nationale de moins de 10%. Ce seuil est considéré comme atteignable grâce à une stratégie d'efficacité énergétique multisectorielle, comme l'a affirmé le Pr Boukhalfa Yaïci, directeur général du Green Energy Cluster Algeria.

Par M. A.

Lors de son intervention à la télévision algérienne, le Pr Yaïci a déclaré : « La réduction de la consommation n'est pas une option, c'est une nécessité. Elle passe par une meilleure gestion de notre énergie à tous les niveaux », insistant sur l'urgence d'un changement de comportement chez les citoyens, les institutions et les entreprises. Le constat est sans appel : près de 80 % de l'électricité consommée dans le pays provient du gaz naturel, une ressource fossile stratégique à la fois pour la consommation locale et les exportations. Pourtant, une part importante de cette énergie est utilisée à des fins de confort non essentielles, notamment en été. « On continue d'utiliser massivement l'énergie pour des besoins secondaires, alors que cela pèse lourdement sur Sonatrach, Sonelgaz, sur l'État, et sur le réseau électrique », a-t-il souligné.
Réduire la consommation de moins de 10 % dans les cinq prochaines années permettrait de soulager le réseau national, surtout en période de pointe estivale, mais aussi d'économiser d'importantes quantités de gaz naturel, orientables vers l'export. Le professeur a rappelé que l'efficacité énergétique est le moyen le plus rapide et le moins coûteux pour répondre à la demande croissante sans construire de nouvelles centrales. « L'économie d'énergie est une source d'énergie en soi. Elle nous permet d'optimiser nos ressources sans nuire à la qualité de vie », a-t-il affirmé. L'expert a plaidé pour des gestes simples mais structurants : usage d'ampoules LED, installation de fenêtres à double vitrage, isolation des logements, et utilisation d'équipements électroménagers de classe A+. « L'État peut encourager ces pratiques, mais le citoyen aussi a une responsabilité. L'impact de petits gestes répétés à grande échelle est considérable », a-t-il expliqué.
Pour atteindre cet objectif de -10 %, le professeur a appelé à une mobilisation de tous les secteurs : logement, industrie, transports, et services publics. « Il faut généraliser les normes de performance énergétique dans les bâtiments, soutenir la rénovation thermique, et promouvoir activement l'usage des technologies économes », a-t-il recommandé. Il a également souligné l'importance d'une campagne nationale de sensibilisation, estimant que les actions actuelles ne suffisent pas à enclencher une dynamique forte dans l'opinion. Ce chantier s'intègre dans une stratégie globale qui vise également le déploiement de 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035, le renforcement de la filière de l'hydrogène vert, et la valorisation industrielle des équipements solaires et des matériaux locaux. « Réduire notre consommation d'ici 2030, c'est aussi créer un espace pour les énergies propres et donner une seconde vie à notre économie énergétique », a conclu le Pr Yaïci.

CONTRAT DE PARTAGE DE PRODUCTION ENTRE SONATRACH ET ENI

1,35 milliard de dollars d'investissements

Par Réda Hadi

Sonatrach et ENI ont procédé, ce lundi, à la signature d'un contrat de partage de production dans la région de Zemoul al-Kbar. La durée du contrat est de 30 ans, renouvelable pour 10 années supplémentaires. Un investissement total de 1,35 milliard de dollars américains est consacré à cet accord.
Les deux parties précisent qu'il s'agit d'une étape qualitative pour fournir des technologies avancées dans la recherche. Le projet accorde également une grande importance au contenu local.
Notons que le Volume de production est de 415 millions de barils équivalent pétrole et 9,3 milliards de mètres cubes de gaz
La signature du contrat a été couronnée après une série de travaux et d'accords depuis l'année 2024. L'accord permet la commercialisation d'une quantité de gaz sec. Il permet aussi la conclusion d'un accord-cadre entre Sonatrach, Eni et Eni Comberi Université.

DÉCARBONATION DANS LE MONDE ARABE

L'Algérie s'illustre par une réduction notable

Par Mourad A.

Alors que les émissions mondiales de gaz à effet de serre poursuivent leur ascension, l'Algérie se démarque par une performance environnementale notable. Selon un rapport publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays a enregistré en 2024 la plus forte baisse des émissions de CO_2 parmi les pays arabes, un recul de 4,1 % par rapport à l'année précédente.
Avec 256,9 millions de tonnes de dioxyde de carbone émises en 2024, contre 267,3 millions de tonnes en 2023, l'Algérie rompt avec la tendance régionale où la majorité des pays producteurs de pétrole voient leurs émissions repartir à la hausse. Alors que les émissions mondiales ont atteint un niveau record de 40,81 milliards de tonnes en 2024, dopées notamment par la Chine (12,53 milliards) et les États-Unis (5,11 milliards), les pays du Golfe comme l'Arabie saoudite (738,1 Mt), les Émirats (358,3 Mt) et le Qatar (169,3 Mt) continuent d'afficher des hausses, parfois pour la quatrième année consécutive. Dans ce paysage, l'Algérie occupe la cinquième position en volume d'émissions dans le monde arabe, mais elle est la première à enregistrer une baisse nette et soutenue.
Ce recul des émissions pourrait s'expliquer par plusieurs dynamiques conjuguées : amélioration de l'efficacité énergétique, stabilisation de la consommation intérieure d'hydrocarbures, ou encore montée en puissance de certains projets liés aux énergies renouvelables. Le rapport ne précise pas les leviers exacts, mais souligne la portée symbolique et stratégique d'un tel infléchissement dans un pays à forte vocation énergétique. À titre de comparaison, l'Égypte a également réduit ses émissions de 1,4 %, tandis que le Koweït a enregistré une baisse plus modeste de 0,6 %.
Pour l'Algérie, ce résultat intervient alors que le pays cherche à s'engager progressivement dans une trajectoire de transition énergétique, notamment à travers l'essor de l'hydrogène vert et le développement de la filière solaire. Si l'impact direct de ces initiatives reste encore marginal à court terme, le signal envoyé est fort : l'Algérie peut conjuguer développement énergétique et responsabilité climatique. Pour transformer cette performance ponctuelle en tendance structurelle, des efforts supplémentaires seront nécessaires, en particulier dans l'industrie, les transports et la gestion des déchets. La consolidation de cette baisse passera également par des politiques publiques claires, des investissements verts ciblés et une meilleure intégration des normes environnementales dans les grands projets économiques.
Dans un contexte de diplomatie climatique et de pressions croissantes sur les pays exportateurs d'énergie, la réduction des émissions positionne l'Algérie favorablement dans les négociations multilatérales. Cette avancée pourrait aussi renforcer son attractivité pour les partenaires européens en quête de fournisseurs plus respectueux de l'environnement. L'Algérie, sans renier sa vocation énergétique, esquisse une nouvelle orientation plus durable. Une trajectoire à encourager et à structurer, pour que la baisse des émissions devienne un pilier d'un développement plus résilient et plus vert.

Hydrogène vert : une carte à jouer dans la transition énergétique

Alors que la pression internationale pour la décarbonation s'intensifie, l'Algérie cherche à se positionner sur un nouveau segment énergétique stratégique : l'hydrogène vert. À travers cette molécule propre, issue des énergies renouvelables, le pays entrevoit une opportunité de transformation de son modèle économique tout en capitalisant sur son savoir-faire énergétique.
Selon un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'Algérie prévoit de produire 1,2 million de tonnes d'hydrogène vert à l'horizon 2040. Si ce chiffre reste inférieur aux ambitions affichées par d'autres pays de la région comme l'Égypte ou la Mauritanie, il s'inscrit dans une logique pragmatique qui mise d'abord sur la reconversion de ses infrastructures existantes, notamment les gazoducs à destination de l'Europe.
Historiquement dépendante des exportations de gaz naturel et de pétrole, l'Algérie voit dans l'hydrogène une chance de diversifier ses revenus tout en réduisant son empreinte carbone. Grâce à des atouts naturels majeurs ? Ensoleillement abondant, vastes espaces désertiques et régularité des vents le pays est bien positionné pour produire cette énergie propre à coût compétitif, sans pour autant concurrencer ses exportations fossiles à court terme.
Ce positionnement intermédiaire lui permettrait non seulement de répondre à la demande européenne croissante en carburants décarbonés, mais aussi de préparer sa propre transition énergétique. L'hydrogène pourrait ainsi alimenter des industries vertes, comme la production d'acier ou d'ammoniac, et réduire la dépendance aux énergies fossiles dans l'agriculture ou le transport.

BANQUES

La BNA inaugure son nouveau siège à Bab Ezzouar

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré son nouveau siège social à Bab Ezzouar (Alger), en présence du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, et du directeur général de cette banque publique, Samir Tamrabet, a-t-elle indiqué, dimanche dans un communiqué. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée samedi, à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de l'Indépendance, avec la participation de nombreux officiels et dirigeants d'entreprises. La BNA souligne que l'inauguration de ce nouveau siège, conçu pour offrir un cadre de travail moderne, ergonomique et propice à la créativité, constitue "une étape clé" dans sa stratégie de modernisation et d'adaptation aux exigences du marché. "Ce bâtiment symbolise l'engagement de la BNA à renforcer sa position de leader dans le secteur bancaire, tout en consolidant ses valeurs patriotiques et son attachement au développement économique national", lit-on dans le communiqué. La banque, qui fête cette année son 59e anniversaire, a salué les efforts conjoints de ses équipes, partenaires et collaborateurs ayant permis la concrétisation de ce projet, réaffirmant sa volonté de poursuivre son engagement au service du progrès économique du pays.

SOMMET DE LA JEUNESSE

Le Président Tebboune appelle à l'unité nationale

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a exprimé sa satisfaction sur les avancées réalisées dans le processus d'intégration des jeunes dans la sphère politique et la gestion des affaires publiques. Il a également souligné que l'élan croissant de la jeunesse doit être accueilli par une ouverture équivalente de la part des institutions de l'État.

Lors de l'ouverture du Sommet national « Jeunesse et Participation Politique », au Centre International des Conférences sous le thème « Par le leadership et l'innovation, nous contribuons à la prise de décision », un discours du Président Tebboune a été lu en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui.

Dans cette allocution, le Président de la République a insisté sur le fait que les circonstances actuelles exigent l'unité nationale afin de faire primer l'intérêt supérieur de la nation. À cet égard, il a rappelé la création du Conseil Supérieur de la Jeunesse, qui a accompli des progrès considérables dans l'établissement d'une communication avec les institutions constitutionnelles et la promotion du dialogue. De plus, un ministère spécifiquement dédié à la jeunesse a été institué pour répondre à leurs préoccupations et les accompagner.

Le Président Tebboune a souligné que l'engagement du gouvernement à promouvoir la jeunesse dans la vie politique ne saurait être dissocié de leur autonomisation économique, un objectif qui est actuellement en cours de concrétisation.

Etaient présents à l'ouverture de ce Sommet, placé sous le thème "Par le leadership et l'innovation, nous contribuons à la prise de décision", le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, le Conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, M. Zoheir Bouamama, ainsi que des membres du Gouvernement et des représentants d'organismes officiels.

Lors de ce Sommet, qui verra la participation de 3000 jeunes, plusieurs thématiques seront abordées notamment "le cadre juridique de la participation politique (les jeunes comme modèle), la réalité de la participation des jeunes à la politique, et la promotion des mécanismes de participation politique des jeunes".

CNR

Le Centre national de perception bientôt lancé

La Caisse nationale des retraites (CNR), devrait lancer dans les « prochains jours » le Centre national de perception (CNP), selon ce qu'a annoncé ce lundi, Rachid Neche, directeur central chargé du service informatique et de la numérisation à la direction générale de ladite Caisse.

Intervenant sur les ondes de la chaîne II de la Radio nationale, M. Neche a révélé que la CNR a inscrit trois actions auprès du Haut-commissariat à la numérisation (HCN), dont la plus importante concerne la délivrance du certificat de perception via le Centre national de perception où, explique-t-il, « le citoyen devra trouver l'ensemble des services de la CNR, mais aussi des administrations», précisant que « ce portail national sera lancé par le HCN et englobera tous les services en ligne dont a besoin le citoyen , retraité soit-il ou encore en activité ».

Le même responsable a cité dans ce sens, l'exemple de la délivrance d'une attestation de revenus, très sollicitée par les parents pour le dossier de bourse.

« Il s'agit d'une interopérabilité entre les différentes administrations du pays qui soulagera, sans doute, le citoyen qui, autrefois, était contraint de se déplacer pour obtenir une attestation ou encore un certificat », développe M. Neche.

Tout en se réjouissant d'avoir atteint le 4ème niveau de la numérisation, ce responsable affirme que « la CNR décline aujourd'hui 154 indicateurs qui nous permettent d'avoir des statistiques, en temps réel à travers nos agences, des personnes qui déposent leurs demandes à la retraite ou d'autres services», rappelant que la CNR assure un maillage maximal avec 61 agences, dont 4 agences à Alger, outre celles ouvertes dans les 10 nouvelles wilayas, et 237 centres d'accueil et d'orientation.

AUGMENTATION DES QUOTAS DE PRODUCTION DES MEMBRES DE L'OPEP+

Les cours du Pétrole chutent

Les prix du pétrole ont enregistré une baisse significative ce lundi, après une décision inattendue de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) d'augmenter sa production de brut plus que prévu pour le mois d'août.

À 9h00 (heure algérienne), les contrats à terme sur le brut américain West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août s'établissaient à 66,55 dollars le baril. Parallèlement, les contrats à terme sur le Brent, la référence mondiale, pour livraison en septembre, ont reculé de 0,13 % pour s'établir à 68,21 dollars le baril, selon les dernières transactions.

Cette réaction du marché fait suite à l'annonce faite samedi dernier par le groupe OPEP+ (l'OPEP et ses alliés, dont la Russie) qui a convenu d'une augmentation de sa production de 548 000 barils par jour (bpj) dès le mois d'août. Cette décision a pris de nombreux analystes de court, qui s'attendaient à une approche plus prudente compte tenu des incertitudes économiques mondiales.

Cette augmentation de l'offre pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix à court terme, alors que le marché cherche à évaluer l'équilibre entre la demande mondiale en reprise et l'approvisionnement disponible.

HYDRAULIQUE

Les usines de dessalement d'eau de mer de Fouka 2 et du Hamma gagnent leur pleine capacité de production

Le PDG d'Algerian Energy Company (AEC), filiale du groupe Sonatrach, Lahcene Bada, a effectué ce dimanche, une visite de terrain à l'usine de dessalement d'eau de mer Fouka 2 à Tipaza et à l'usine de dessalement d'eau de mer du Hamma à Alger. Lors de cette visite, Lahcene Bada était accompagné du PDG de Cosider Canalisation, Badreddine Chahboub, il a pu constater le bon fonctionnement de l'usine après avoir atteint sa pleine capacité de production. La deuxième étape de la visite était l'usine de dessalement d'eau de mer du Hamma, en compagnie du directeur général de l'usine, Zidi, ou il a constaté l'efficacité et le bon fonctionnement de l'usine après l'achèvement des travaux de maintenance dans le cadre du programme annuel de maintenance.

Ces visites témoignent de l'engagement d'Algerian Energy Company, filiale du groupe Sonatrach, à garantir l'approvisionnement en eau potable des citoyens, notamment pendant la saison estivale. « Nous sommes pleinement engagés à renforcer la sécurité hydrique dans la capitale et à assurer la continuité des services publics sans interruption en toutes circonstances », a-t-il précisé le PDG d'Algerian Energy Company.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,79	-0,47	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 430,00	1449,00	+1,33	1,51	2,62	0,00	-	3302	4 784 598,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,87	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	3620	8 326 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,41	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-2,31	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juin 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	73	88	59	الطماطم		
	Oignon sec	42	49	34	البصل الجاف		
	Ail vert	233	259	206	الثوم الخضراء		
	Carotte	90	102	78	الجزر		
	Navet	93	104	82	لفت		
	Poivron	101	114	88	الفلفل الاخضر		
	Piment	120	137	103	الفلفل الحار		
	Courgette	83	96	69	الكوسة		
	Haricot vert	204	227	181	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	100	113	87	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	400	490	311	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	579	710	448	التمر		
	Banane	416	425	407	الموز		
	Melon	115	132	97	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	85	99	71	البطيخ الاحمر		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1757	1901	1613	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	381	393	369	الدجاج		
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)		

EN EXCLUSIVITÉ POUR LE QUOTIDIEN LES ENJEUX ECO

Le Nobel 2024 et son nouveau regard sur le développement

En 2024, le Prix Nobel d'économie, le dernier à ce jour, a consacré en portant haut les travaux de trois chercheurs influents : Daron Acemoglu, Simon Johnson et James A. Robinson. Leur idée principale est simple, mais révolutionnaire : les institutions sont la clé du développement économique, soit à la fois sa source et sa cause ultime.

1ère partie

Par Rachid MEKSEN (*)

L'attribution de cette prestigieuse représente une validation institutionnelle majeure du paradigme selon lequel "les institutions comptent" au sein de l'économie dominante. Pendant un certain temps, l'économie institutionnelle, bien qu'ayant des pionniers notables était parfois perçue comme un domaine marginal ou même idéologiquement biaisé. Le fait que le Prix Nobel, la plus haute distinction en économie, soit attribué à ces chercheurs, atteste d'un consensus croissant parmi les universitaires de premier plan. Cela élève l'étude des institutions d'un domaine de niche à un champ plus vaste et reconnu de la discipline, stimulant ainsi de nouvelles recherches sur des aspects fondamentaux de la gouvernance et du développement. Cette dynamique marque une orientation sensible de l'économie du développement, passant d'une attention dominatrice sur les politiques économiques à une exploration en profondeur des structures de gouvernance qui lui sont attachées.

Ce ne serait par conséquent ni le sort géographique, ni la culture ancestrale ou moderne, ni les ressources naturelles qui expliquent pourquoi un pays est riche ou pauvre. Les lauréats du prestigieux Nobel soutiennent que ce sont avant tout les règles du jeu, formelles ou informelles, qui structurent la vie économique et politique. Leur message est porteur d'espoir pour certains pays qui se résignaient à croire que la pauvreté est une fatalité.

Le socle de la théorie « institutionnaliste » révèle que la pauvreté peut être combattue en construisant des institutions justes et inclusives.

Bien entendu, notre démarche liée à l'observation ne doit ni acquiescer ni réfuter mais elle se doit de creuser le sens attribué aux mots, se référer au contexte de l'analyse et enfin discuter in fine les conclusions dégagées par les auteurs.

Il est admis qu'une institution se définit comme étant un corpus de règles autour duquel s'agrège la vie en société avec ses multiples facettes et sous ses différents modes d'expression : on citera les lois formelles, les codes sociaux sans omettre les traditions avec leur panoplie d'usus informels.

Tous les emprunts utilisés dans cette contribution se rejoignent autour de l'idée cardinale que les règles influençant nos comportements, notre accès aux opportunités et notre confiance dans l'avenir font consensus sur leur légitimité et leur applicabilité sans qu'elles émanent nécessairement d'institutions avancées et complexes. La véritable ligne « Maginot » qui distinguera les bonnes institutions des mauvaises sera matérialisée par les indicateurs de succès établis et reconnus unanimement : attractivité pour l'investissement, facilité d'accès à l'entrepreneuriat, maintien et encouragement des talents, faible indice de corruption, disponibilité des sources d'information, système bancaire et financier fluide en particulier en direction des PME etc.

Selon ces précautions méthodologiques, les institutions ne sont donc pas des sujets abscons, une boite noire opaque ou encore moins une auberge espagnole où chacun trouve ce qu'il apporte lui-même dans son panier. Les institutions en question doivent générer des résultats mesurables sur le quotidien de millions de personnes à partir de la mise en œuvre de politiques publiques concourant à cet objectif.

Ainsi, et pour faire le tour complet de la terminologie usitée, les trois économistes -lauréats distinguent deux grands types d'institutions :

Les institutions inclusives qui garantissent à chacun de participer à la vie économique et politique, protègent les droits de propriété et encouragent l'éducation, l'innovation et la concurrence équitable.

Elles sont sensés diffuser une dynamique de prospérité partagée et durable en ce sens qu'un individu sera motivé à innover et à contribuer au progrès collectif s'il est assuré que ses efforts seront récompensés.

Les institutions extractives sont à l'opposé des premières, elles confisquent le pouvoir et les ressources au seul bénéfice d'une élite, découragent l'investissement et l'innovation et verrouillent l'accès à l'éducation et à l'entrepreneuriat pour réduire la concurrence. Au final, les institutions extractives bloquent la croissance à long terme en perpétuant les inégalités. Dans ces systèmes, l'élite privilégiée peut dévoyer toute réforme de structure jugée incompatible avec ses intérêts, comme elle peut retourner à son profit toute mesure confortant la concurrence entre les agents économiques. Ainsi elle sera à l'affut pour contester aux autres l'accès aux biens et aux commodités dont elle ne peut pas se passer elle-même.

Tel que résumée, la théorie institutionnelle couvrirait l'ensemble des régimes qu'ils soient assis sur la démocratie ou l'autoritarisme.

Une fois achevé ce balayage étymologique et précisée la portée des facteurs clés de la prospérité des nations, il reste à identifier le contexte qui a servi à produire ces travaux.

Les institutions d'un pays sont toujours enracinées dans la profondeur de son histoire et léguées dans la dote de son héritage fait de décisions et de retournements anciens. À l'époque coloniale, par exemple là où les colons se sont installés pour y vivre, des institutions relativement inclusives et stables ont été prévues pour servir de siège à leur développement. En Amérique du Nord, cela s'est bâti sur des épisodes de violence et d'expropriation qui ont été dénoncé par la suite. A contrario, là où la colonisation lorgnait sur les ressources sans l'idée de s'établir durablement (Amérique latine, Afrique), des institutions extractives ont été instaurées. Malgré le recouvrement des indépendances, ces structures continuent à apporter un éclairage édifiant sur le degré des inégalités entre pays.

Pour accréditer leur théorie, les lauréats du Nobel se fondent sur des exemples concrets tels l'Angleterre(1688) qui a fait basculer le pouvoir de la monarchie au Parlement stimulant par ce fait la liberté économique, la protection des droits et l'essor de l'innovation.

Les deux Corées, qui pourtant ont été forgées dans une culture similaire et une population identique, se sont démarquées par des institutions opposées : la Corée du Sud (inclusive) progresse au regard de son PIB/ Habitant, alors que la Corée du Nord (extractive) connait une stagnation et des épisodes de déclin de son économie.

Pour renforcer leur idée, les chercheurs évoquent l'exemple de Nogales, une ville coupée en deux par la frontière entre les États-Unis et le Mexique. D'un côté, Nogales (Arizona) est plus riche, avec de meilleurs services offerts, des routes entretenues, des écoles prisées et plus d'opportunités. De l'autre, Nogales (Sonora) a plus de mal à se développer. Pourquoi ? Pas à cause du climat ou des habitants, qui sont similaires, mais à cause des institutions. Aux États-Unis, les règles encouragent l'innovation et donnent des droits à tous. Au Mexique, les opportunités sont plus limitées voire souvent réservées à une minorité.

Dans les ex colonies, des régions autrefois riches (en Afrique et en Amérique du Sud) sont devenues pauvres, car les institutions extractives coloniales ont freiné leur développement.

Ces exemples montrent que les institutions peuvent créer des trajectoires économiques très différentes, même entre pays culturellement et géographiquement proches.

Comme chacun de nous se trouve dans un des 195 pays où règne la vie, d'aucuns sont enclins à s'interroger sur la situation particulière qui le caractérise sous l'angle proposé par les lauréats du Nobel. La question légitime qui taraude les esprits serait alors la suivante : Pourquoi le changement d'institutions qui autorise une gouvernance efficace semble hors de portée pour certains ?

La réponse ne revêt aucun mystère car ce qui s'applique aux institutions s'applique à tout le reste : « Transformer ce qui est profondément enraciné relève du défi » car les élites en place ont souvent intérêt à maintenir le système tel quel. En parcourant leurs travaux nous apprenons néanmoins que sont décrits des points de bascule vers des transitions démocratiques, là où se redistribuent les opportunités et se façonnent d'autres destins.

Caractéristique Institutions Inclusives Institutions Extractives

- Participation large et généralisée aux activités économiques et politiques limitée, concentrant pouvoir et ressources au sein d'une petite élite
- Droits de Propriété protégés et appliqués pour tous ténus ou inexistants, sujets à expropriation
- Opportunités égalité des chances pour tous accès limité à l'éducation, l'innovation, l'entrepreneuriat
- État de Droit respecté et appliqué impartialement déficient ou inexistant, application arbitraire
- Innovation encouragée, favorisant la "destruction créatrice" bridée car elle menace le pouvoir des élites
- Croissance Économique prospérité soutenue à long terme gains à court terme pour les élites, stagnation/déclin pour la majorité

(A suivre)

(*) Economiste, ancien haut fonctionnaire

OUARGLA

Plus de 144 millions DA pour l'aménagement de routes dans la commune de Rouissat

Des opérations d'aménagements de routes, pour un financement global dépassant les 144 millions DA, sont retenues en faveur de la commune de Rouissat (périphérie d'Ouargla), à-on informé dimanche des services de la wilaya. Parmi ces projets, l'aménagement urbain et la réalisation de routes sur un linéaire de 1,1 km au niveau du quartier de Sokra, pour un cout de 38,9 millions DA, et la réalisation de 900 mètres de routes au quartier émir Abdelkader dans la zone d'El-Hadeb, pour un cout de 23,8 millions DA, a-t-on précisé.
L'opération concerne également la réalisation de 2 km de routes au niveau quartier Cheikh Ben Djelloul, pour un montant de 38,7 millions DA, at-on ajouté. De plus, une enveloppe de 43 millions DA est réservée aux travaux de réhabilitation de la route entre le CEM Chahd Mohamed Belabbès et la mosquée El-Kawther, sur 1,2 km, dans la commune de Rouissat, selon la même source. Un délai de deux mois a été fixé pour la réalisation de ces opérations qui avaient été lancées au début du mois de juillet en cours et qui ont été confiées à l'entreprise de grands travaux publics et hydrauliques d'Ouargla.
Ces projets s'inscrivent dans le cadre du renforcement du réseau routier à l'intérieur des tissus urbains et l'amélioration du cadre de vie du citoyen.

EL-MENIAA

Lancement d'un projet de couverture de la RN-51 par la fibre optique

Un projet de couverture par la fibre optique de la RN-51, reliant la wilaya d'El-Meniaa à la limite territoriale de celle d'Ouargla, sur plus de 140 km, a été lancé, a-t-on appris dimanche des responsables locaux d'Algérie Télécom (A.T).

Lancé dans le cadre des célébrations du 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale par les autorités de la wilaya, le projet vise à assurer, par les opérateurs de télécommunications public et privés, la couverture de l'ensemble de la région jouxtant cet axe routier névralgique, à booster le transport terrestre et à améliorer le potentiel de production agricole à travers l'adoption par les agriculteurs de systèmes intelligents, a expliqué à l'APS, le chargé de communication de la direction locale d'A.T, Abdelwahab Belakehal.
Le projet en question, s'étendant du centre émetteur d'El-Meniaa vers la limite territoriale de la wilaya d'Ouargla sur la RN-51, soit une distance de 144 km, vient renforcer le réseau de télécommunications de la wilaya, déjà doté d'une liaison depuis la wilaya voisine de Ghardaïa via la RN-1, et est appelé à contribuer au développement des capacités d'investissement agricole, a-t-il ajouté.
Donnant le coup d'envoi du projet, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a appelé les responsables en charge de l'opération à veiller aux normes de qualité dans la réalisation de ce projet "vital", au regard de son impact sur le développement dans divers domaine, notamment les cultures stratégiques, l'agro-industrie et la fluidité de la circulation routière.
Des acteurs de la société civile ont salué, pour leur part, le lancement de ce projet structurant, sur un axe routier névralgique appelé à connaitre une densité du trafic après son ouverture prochaine à la circulation, notamment pour les transporteurs venant de l'Est du pays vers le Grand Sud, qui gagneraient une centaine de kilomètres de trajet en empruntant la RN-51 au lieu et de la RN-1.

OUM EL-BOUAGHI

Plus de 700.000 quintaux de céréales collectés depuis le début de la campagne moisson-battage

Une quantité de plus de 700.000 quintaux de céréales a été collectée à ce jour dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi depuis le début de la campagne moisson-battage, le 15 juin dernier, a indiqué dimanche le directeur des services agricoles (DSA), Chaâbane Chenna.
La production collectée durant cette période dans les 19 dépôts de stockage situés dans 18 communes, gérées par les unités de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oum El-Bouaghi et d'Ain M'lila, est constituée d'orge, de blé dur, de blé tendre et d'avoine, a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS.
Rappelant que les prévisions présagent, au titre de l'actuelle campagne agricole, sur une production de plus de 2 millions de quintaux de céréales, M. Chenna a souligné que l'opération de collecte se poursuit dans de bonnes conditions, les dépôts étant dotés de tous les moyens humains et matériels nécessaires et les céréaliculteurs ayant la possibilité d'acheminer leur récolte "plusieurs fois par jour".
Toutes les mesures ont également été prises, en coordination avec la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et les deux unités de la CCLS, afin de faciliter le règlement des agriculteurs par virement direct dans leurs comptes bancaires, a conclu le DSA.

DJANET

Inauguration et lancements de divers projets

Une série de projets de développement ont été inaugurés ou lancés dans la wilaya de Djanet, dans le cadre de la célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, ont rapporté les services de la wilaya. Parmi ces opérations, la mise en service d'une extension du réseau de gaz de ville à une cinquantaine de foyers au quartier d'Ifri, sur un linéaire de 500 mètres, comprenant les réseaux principal et secondaire, et ce avec un délai de réalisation ne dépassant pas les dix mois, a-t-on précisé.
Concernant la distribution de l'eau potable, il a été procédé à la mise en service d'un château d'eau de 1.000 m3 au village d'In-Aberber (commune de Djanet), appelé à améliorer le réseau et les horaires de distribution de l'eau potable à la population. Les autorités locales ont lancé, par ailleurs, une opération d'aménagement urbain au quartier d'Ifri, confiée à cinq (5) entreprises de réalisation avec un délai de 2 à 3 mois, a fait savoir la même source.
Ces projets entrent dans le cadre des efforts visant l'amélioration du cadre de vie du citoyen et le renforcement des infrastructures de la wilaya.

SAÏDA

Vers la livraison de 24 nouveaux établissements scolaires

La wilaya de Saïda prévoit la réception de 24 nouveaux établissements scolaires en vue de leur mise en service à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris auprès de la direction de l'Education. Ces structures éducatives, dont la réalisation est assurée par la direction des Equipements publics, comprennent 11 groupes scolaires pour le cycle primaire, 9 CEM et 4 lycées, précise la même source. L'état d'avancement des travaux de ces structures pédagogiques varie entre 50 % et 80 %, sachant que les chantiers ont été lancés en décembre dernier avec des délais de réalisation allant de 6 à 10 mois, ajoute-t-on. Ces établissements seront dotés du mobilier et des équipements pédagogiques nécessaires par la direction de l'Education, afin d'assurer l'accueil des élèves dans les meilleures conditions.
Pour rappel, lors de la précédente rentrée scolaire, le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda a été renforcé par 30 nouvelles structures, dont 2 lycées, une annexe de lycée, 3 CEM, un groupe scolaire, 18 salles d'extension et 5 cantines scolaires.
Le secteur de l'éducation de la wilaya de Saïda compte actuellement 212 écoles primaires, 68 CEM et 31 lycées.

SÉTIF

Programme spécial pour répondre à la demande sur l'électricité durant l'été

La direction de distribution Sonelgaz de la wilaya de Sétif a élaboré un programme spécial pour répondre à l'augmentation de la demande sur l'électricité durant l'été 2025 et assurer un service de qualité à ses clients en cette période, à-on informé dimanche auprès du responsable de cette direction, Noureddine Ouchène.
Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a indiqué que ce programme a porté sur l'augmentation de la capacité des 135 transformateurs électriques répartis sur les 60 communes de la wilaya à 19.820 kilovolts et la réalisation de 150 km de réseau haute tension de type A afin d'améliorer le service et garantir sa continuité durant la saison estivale 2025. Dans ce cadre, 149 projets d'énergie sur 165 projets ont été concrétisés soit un taux de 93 % dont celui de raccordement de 6.260 foyers au réseau d'alimentation en énergie électrique et de recensement des points noirs liés aux coupures et à la baisse du courant en vue d'améliorer le service, selon la même source.
Des équipes d'intervention seront mobilisées en continue pour garantir la pérennité du service et intervenir avec célérité en cas de panne sur le réseau électrique, selon la même source. Une enveloppe financière de 1,8 milliards DA a été mobilisée fin 2024 et début 2025 pour la concrétisation de ces opérations visant à améliorer la qualité du service pendant les périodes de pic de la demande et réduire les coupures, a encore indiqué la même source.
La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sétif recense plus de 550.000 clients ordinaires et plus de 4.000 clients des secteurs de l'industrie, de l'agriculture et de l'administration, à-on indiqué.

La dette, un outil pour écraser la démocratie

L'Union européenne a de nouveau imposé des limites strictes concernant les déficits budgétaires des États, tout en prévoyant des exemptions quand il s'agit de dépenses militaires. Après avoir affirmé pendant des années qu'on en avait fini avec l'austérité, on constate aujourd'hui qu'elle est utilisée de manière sélective dans le but de limiter les choix démocratiques.

3e partie et fin

Par Harrison Stetler (*)

L'ordre mondial de la dette repose sur la centralité des marchés financiers occidentaux. Est-il menacé aujourd'hui ?
Benjamin Lemoine : Le Sud global cherche depuis longtemps des alternatives régionales et collectives à l'hégémonie du droit et de la finance américains. Le monde en développement est divisé entre deux puissances impériales. La Chine elle-même connaît le même dilemme hégémonique : la volonté de construire un référentiel mondial avec une transparence des règles, tout en conservant un arbitraire souverain. Ces deux pôles ont remis au goût du jour les mécanismes de concertation internationale, comme alternatives au droit globalisé.
La dette souveraine et le mode de financement actuel ne sont pas des technologies neutres. Elle favorise certains intérêts par rapport à d'autres.
La montée en puissance de la Chine a redynamisé les forums multilatéraux tels que le Club de Paris, qui gère les dettes officielles d'État à État. Rendu obsolète par la domination des prêts privés sur les marchés émergents, ce forum informel de discussion entre créanciers officiels a joué un rôle décisif dans la restructuration de la dette de la Zambie en établissant un dialogue permanent avec le créancier chinois. De telles négociations entre créanciers publics se sont imposées au secteur privé et à ses lois. Néanmoins, ceux-ci et leurs administrations financières restent sous l'influence des secteurs financiers nationaux. Ce qui laisse peu d'espoir quant à une révolution dans la restructuration de la dette.

Votre analyse plus générale du rôle politique de la dette vous amène sur le même terrain que le sociologue allemand Wolfgang Streeck. Dans son livre Buying Time publié en 2014, il postulait que l'endettement qui sous-tendait la survie du « capitalisme démocratique » était en train de s'effondrer…
Benjamin Lemoine : La thèse de Streeck que je réfute est précisément le récit qui sous-tend cette notion de « gagner du temps », laquelle impliquerait que la dette autorise le report des conflits sociaux et n'est pas un compromis, dans le présent, entre les classes sociales. Mais ce que dit Streeck sur la manière de schématiser la politique est très utile : il y a des citoyens qui votent aux élections, et puis il y a des citoyens qui « votent » avec leurs pieds, soit en prêtant ou en ne prêtant pas, soit en venant ou en ne venant pas aux ventes aux enchères de la dette souveraine. Ce sont là deux modes d'action politique.
Ce que je veux dire, c'est que la dette souveraine et le mode de financement actuel ne sont pas neutres. Il s'agit d'une technologie de marché qui favorise certains intérêts aux dépens d'autres. En ce qui me concerne, les compromis sociaux qu'implique la dette n'ont jamais été reportés. Par cette technologie, nous avons toujours procédé à des ajustements sociaux progressifs. Au début des années 2000, par exemple, l'agence de notation Moody's a estimé qu'un défaut de paiement concernant les dépenses sociales [et les pensions] était nécessaire pour éviter ce qui était bien plus terrible à ses yeux : un défaut de paiement financier. Il existe un ensemble de spécifications sociales et politiques qui permettent de maintenir la fluidité et l'attractivité des dettes souveraines : afin de promouvoir leurs actifs, les départements du Trésor sont en train de vendre aux investisseurs potentiels un grand nombre de promesses sur la manière dont les choix économiques présents et futurs seront faits.

Au milieu des discours sur les crises de la dette, je ne peux m'empêcher de voir un certain pessimisme dans votre analyse de la question. Vous semblez insister sur l'adaptation successive de ce que vous appelez « l'ordre de la dette ».
Benjamin Lemoine : Pessimisme, je ne sais pas – peut-être faut-il y voir le réalisme nécessaire à la construction d'alternatives cohérentes. Quoi qu'il en soit, ce qui s'est passé en matière de politique monétaire n'est rien de moins qu'une révolution silencieuse, qui a commencé avec l'assouplissement quantitatif et qui a été renforcée à la suite de la crise COVID. Il est bien sûr tentant de penser que le système va s'autodétruire en vertu de ses propres contradictions et que les crises peuvent apporter des changements.
Chaque fois, cependant, je vois les contradictions être surmontées par une plus grande subordination de la société et du débat public, un processus qui réussit à ajuster les attentes de la société face à un ordre qui exige des rendements et une accumulation par le biais de l'endettement.
Toutes les réductions de dépenses concernent la culture, l'éducation et la recherche : la « main gauche » de l'État. Les seuls postes budgétaires qui ont été protégés des coupes sont ceux de la « main droite », la police et le système judiciaire.
On le voit aujourd'hui avec le déplacement du débat politique français autour de l'immigration, qui voit les questions économiques et sociales être totalement invisibilisées.
Le fascisme est un prolongement, via des moyens politiques actualisés, de l'accumulation dans le système capitaliste. Il existe un processus institutionnel destiné à aligner les attentes sur les exigences du capital, et ce processus est en cours.

Venons-en à la France. En février, le gouvernement du Premier ministre François Bayrou a obtenu l'adoption d'un budget 2025 par un Parlement français sans majorité. Ce budget prévoit de substantielles réductions des dépenses, mais la majeure partie de la réduction du déficit repose sur des augmentations temporaires d'impôts. S'agit-il d'une stratégie politique de Bayrou en vue de préparer le terrain pour une nouvelle cure d'austérité ?
Benjamin Lemoine : Je suis d'accord pour dire que les mesures fiscales présentaient un élément de tact politique de la part de Bayrou, et qu'il fallait ensuite monnayer l'accord du Parti socialiste. Mais ce qui est remarquable dans ce budget, c'est que nous assistons à nouveau à un arbitrage entre classes. En d'autres termes, toutes les réductions de dépenses concernent la culture, l'éducation et la recherche, la « main gauche » de l'État. Les seuls postes budgétaires qui ont été protégés des coupes sont ceux de la « main droite » : la police et le système judiciaire.

La gauche est-elle en train de perdre le débat sur l'austérité ?
Benjamin Lemoine : L'étiquette que j'aime utiliser pour décrire une sorte d'état d'esprit de la gauche est le « rassurance-isme ». Face à l'inquiétude générale qui règne concernant l'état des finances publiques, les économistes orthodoxes veulent dédramatiser les choses et calmer les inquiétudes. En d'autres termes, ils estiment que la dette n'est, après tout, pas si mauvaise. Les voix critiques de la gauche nous disent qu'il s'agit d'un scénario bidon, tout comme l'affirmation qui voudrait qu'il y ait abondance de l'épargne imposable. Il n'y a donc pas de problème. Mais cela ne tient pas compte du fait que l'épargne est synonyme d'inégalité et du pouvoir du marché obligataire.
Bien sûr, si la dette souveraine fait partie d'un système de redistribution et s'accompagne d'une rupture générale avec les politiques de l'offre et de la fin des cadeaux fiscaux aux entreprises, elle ne pose pas de problème. Mais sinon, l'épargne est facteur d'inégalité et se traduit par une baisse des salaires pour la majorité des gens et par un endettement privé qui permet à beaucoup de maintenir leur train de vie. Dans ces conditions, la dette est profondément injuste et inégalitaire.
Le consensus minimal qui existait au sein du Nouveau Front populaire portait sur la fiscalité.
On peut observer que la régulation financière, le retour du secteur bancaire sous contrôle public, la dette perpétuelle et l'intervention de la banque centrale ont tous disparu du programme du Nouveau Front populaire. C'était certainement nécessaire pour construire une coalition, cependant la gauche est alors apparue comme quelque peu naïve quant à la question de la dette.

Marine Le Pen, quant à elle, s'est activement employée à améliorer la réputation de l'extrême droite auprès des créanciers. Comment ?
Benjamin Lemoine : L'extrême droite a connu un revirement spectaculaire. Entre 2012 et 2017, Le Pen a fustigé le système de Maastricht et s'est réclamée d'une sorte de plate-forme pro-services publics, même si elle n'était pas sincère. Tout cela a complètement disparu.
Avant les élections anticipées de l'été dernier, de nombreux acteurs du marché de la dette s'attendaient à ce que le Rassemblement national [de Le Pen] remporte une majorité relative et prévoyaient que l'écart entre les obligations françaises et les obligations allemandes serait contenu.
Pourquoi ? Parce qu'entre-temps, le Rassemblement national a opéré un important virage pro-capital. On pourrait parler de « Melonisation » de Marine Le Pen [rapprochement avec Georgia Meloni], qui veut désormais prouver sa compatibilité avec la technostructure européenne. Mais plus encore, le capitalisme et la finance français tendent vers un nouvel état d'esprit libertarien qui cadre bien avec l'extrême droite, alors que Le Pen a réussi à gagner le soutien des secteurs les plus puissants du capital.

Vous plaidez en faveur d'un plus grand contrôle public sur le financement de l'État. À quoi cela ressemblerait-il ?
Benjamin Lemoine : Ce que je décris dans mon premier livre, L'ordre de la dette, s'inspire de l'alternative de l'après Seconde Guerre mondiale, qui n'était pas spécifique à la France. Il s'agissait d'une forme d'autofinancement du Trésor, avec un recours limité au marché. Autour de l'État, il y avait des banques publiques et semi-publiques qui avaient obligation de déposer leurs liquidités auprès du Trésor. Je pense qu'une telle hypothèse signifierait aujourd'hui une forme de Banque du peuple destinée à socialiser le financement de l'Etat.
Un tel circuit bancaire fermé est devenu encore plus essentiel à une époque où les ressources s'amenuisent et où la croissance économique appartient de plus en plus au passé. Cela pourrait bien se faire à l'échelle européenne, en partant de l'ambiguïté stratégique déjà existante sur les déficits de l'UE et en rejetant le travail politique de déni institutionnel des alternatives au capital financier.

(*) Journaliste indépendant et enseignant qui vit à Paris.
Benjamin Lemoine est sociologue à l'École Normale Supérieure.
Source : Jacobin, Benjamin Lemoine, Harrison Stetler, 29-05-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES AU YÉMEN

La population laminée

Pénuries alimentaires, coupures d'électricité et effondrement de la monnaie affectent durement la vie quotidienne au Yémen, un an après l'expiration d'une trêve dans ce pays déchiré par la guerre, ont estimé une cinquantaine d'ONG.
«Les difficultés économiques touchent tout le pays et l'inflation croissante et la détérioration des services publics rendent la vie insupportable», ont relevé, dans une déclaration publiée lundi dernier, 35 ONG locales et 13 organisations d'aide internationale, dont le Conseil danois pour les réfugiés et Save the Children.
En outre, plus de 50% des foyers ne peuvent pas subvenir à leurs besoins alimentaires de base en raison de la montée en flèche des prix, ont ajouté ces ONG. Le Programme alimentaire mondial (PAM) avait annoncé en août qu'il allait être contraint de réduire l'aide alimentaire à quatre millions de Yéménites en raison d'une pénurie de fonds internationaux.

ARABIE SAOUDITE

Ericsson y prévoit d'intensifier le recrutement et les stages de jeunes diplômés

L'entreprise de télécommunications Ericsson développe ses programmes d'embauche de diplômés et de stages en Arabie saoudite, dans le but de renforcer son empreinte régionale, a déclaré un cadre supérieur.

Dans une interview en marge de l'inauguration du siège régional de la société à Riyad, Patrick Johansson, président et chef de la zone de marché Europe, Moyen-Orient et Afrique chez Ericsson, a déclaré que la société suédoise approfondissait sa collaboration avec les universités saoudiennes et élargissait les opportunités de formation pratique.
L'entreprise suédoise a officiellement inauguré son nouveau bureau en présence de Haytham Al-Ohali, vice-ministre au ministère des communications et des technologies de l'information, d'Abdullah Al-Dubaikhi, ministre adjoint au ministère de l'investissement, et de Petra Menander, ambassadrice de Suède en Arabie saoudite.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de sièges régionaux de l'Arabie saoudite, qui vise à inciter les multinationales à établir leurs bases au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans le Royaume en leur offrant des incitations fiscales, un soutien réglementaire et des contrats gouvernementaux préférentiels.
Des entreprises mondiales telles que PepsiCo, Siemens et Unilever ont déjà installé des bureaux à Riyad, soutenant ainsi l'objectif de Vision 2030 de faire de l'Arabie saoudite un centre régional pour l'innovation et la prise de décision.
En ce qui concerne l'objectif d'Ericsson de développer la main-d'œuvre locale, M. Johansson a déclaré : "La collaboration avec les universités, le recrutement de nouveaux étudiants diplômés et leur formation sur le terrain font partie du projet depuis le tout début."
Il a ajouté : "Aujourd'hui, nous élargissons encore cette collaboration en installant le siège régional ici, ce qui nous permet d'accueillir un nombre encore plus important d'étudiants en stage."
En mettant l'accent sur la collaboration, le développement des talents et le leadership des réseaux de cinquième génération, Ericsson a souligné l'importance des partenariats intersectoriels et du progrès technologique dans la construction d'une infrastructure numérique inclusive pour l'Arabie saoudite et l'ensemble de la région.

ROSSO (MAURITANIE)

La campagne de semis du riz d'été se poursuit dans la wilaya du Trarza

La récolte du riz d'été 2024/2025 se poursuit à un rythme accéléré dans la wilaya du Trarza, dans des conditions favorables qui ont permis jusqu'à présent au taux de récolte de dépasser 60 %.
M. Slama Ould Mohamed El Moctar, délégué régional du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire dans la wilaya du Trarza, a indiqué que la superficie cultivée durant cette campagne a atteint pour la première fois 46 000 hectares, soit une augmentation de plus de 5 000 hectares par rapport à la même campagne de l'année dernière. Il a ajouté qu'il s'attend à des rendements compris entre 5 et 6 tonnes par hectare cette année.
Sur cette base, on peut prévoir que la production de la campagne estivale actuelle se situera entre 230 000 et 276 000 tonnes de riz brut, ce qui rapprochera le pays de son objectif d'autosuffisance, que l'État s'efforce d'atteindre depuis un certain temps.
Le délégué régional a souligné que ce résultat est l'aboutissement des efforts déployés par le département pour atteindre cet objectif, à commencer par la campagne de lutte anti aviaire en cours cette année, largement saluée, suivie d'un soutien en intrants agricoles (engrais et herbicides), de la lutte contre les maladies et les insectes nuisibles, du désenclavement et de l'électrification de certaines zones de production, du nettoyage des affluents, etc.
Répondant à une question de l'Agence mauritanienne d'information sur les raisons du manque actuel de moissonneuses-batteuses, dont en parlent certains agriculteurs de la wilaya, le délégué régional a répondu que les moissonneuses-batteuses sont relativement disponibles par rapport à l'année dernière, mais que cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas.
Cela s'explique par plusieurs raisons, notamment – La superficie ensemencée au cours de cette campagne est plus importante que celle de l'année dernière.
– Le non-respect des procédures techniques par les agriculteurs a entraîné une maturation simultanée de 90 % des récoltes, ce qui a exercé une pression considérable sur les moissonneuses, notamment face à la crainte justifiée de pluies précoces.
Certains propriétaires de moissonneuses cherchent à augmenter les prix par la spéculation et à exploiter les opportunités offertes. Cela est contraire aux orientations du département et à leurs obligations.

TUNISIE

Le port en eaux profondes d'Enfidha bientôt classé projet stratégique pour accélérer sa réalisation

Le ministère des Transports a confirmé que des mesures sont en cours pour inscrire officiellement le port en eaux profondes d'Enfidha parmi les projets publics à caractère stratégique. Cette décision vise à accélérer la mise en œuvre de ce projet d'envergure, dont l'importance économique et géopolitique est jugée cruciale pour la Tunisie.
Dans une réponse écrite adressée au député Abdelhalim Boussema et publiée sur le site officiel du Parlement, le ministère a précisé que cette démarche s'inscrit dans le cadre du décret n°497 du 24 octobre 2024, qui fixe les procédures relatives aux grands projets publics. Selon les informations communiquées, le 14 avril 2025, le dossier du projet, élaboré par la société gestionnaire du port, a été présenté à la commission technique du ministère des Transports. Un mois plus tard, en mai 2025, il a été transmis à la Haute Commission des Grands Projets, placée sous l'autorité du gouvernement.
Le projet avance également sur le plan foncier, avec des avancées significatives en matière de régularisation des terrains qui accueilleront le complexe portuaire. Cela inclut à la fois la zone portuaire proprement dite et la future zone logistique attenante.
Un arrêté d'expropriation a été publié le 3 mai 2023, suivi par la réception, le 21 juin 2024, des certificats de propriété transférant les terrains privés au domaine public maritime. Par ailleurs, l'évaluation de la valeur d'acquisition des terrains logistiques a été réalisée le 4 décembre 2024 en coordination avec le ministère des Domaines de l'État. Le dossier complet d'expropriation a été déposé auprès de la commission de conciliation de Sousse le 3 mars 2025.
Des investigations foncières relatives aux biens publics ont également été menées entre avril et mai 2025. La prise de possession effective des terrains concernés a eu lieu le 8 mai 2025. Le ministère prévoit une durée de cinq ans pour achever la totalité du chantier à compter du lancement des travaux. À terme, ce port en eaux profondes permettra à la Tunisie de consolider sa position stratégique au cœur du bassin méditerranéen, tout en stimulant son économie à travers le développement du commerce maritime, de la logistique et de l'investissement international.
Le département a insisté sur la nécessité d'un encadrement rigoureux, garantissant à la fois la souveraineté nationale et le respect des principes de bonne gouvernance dans la conduite du projet.

AFRIQUE DE L'EST

Le FIDA mobilise 358 millions $ en soutien à la production laitière

En Afrique de l'Est, l'élevage est l'une des principales sources de revenus pour les petits exploitants agricoles. Alors que les investissements dans le secteur laitier se renforcent, la problématique de la durabilité est de plus en plus prise en compte par les gouvernements et leurs partenaires.

Le Conseil du Fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé un programme baptisé DaIMA (Dairy Interventions for Mitigation and Adaptation) en vue de soutenir le développement du secteur laitier dans quatre pays d'Afrique de l'Est.
Il s'agit du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda.
L'annonce a été faite lors de la 42ème session du Conseil du GCF, qui s'est tenu du 30 juin au 3 juillet à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
D'un coût total de 358,26 millions $, ce programme, initié par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), sera mis en œuvre en partenariat avec la FAO et les gouvernements des pays bénéficiaires.
Selon les responsables, l'initiative vise à renforcer la résilience des systèmes laitiers, avec un impact direct attendu sur 2,5 millions de personnes.
Les interventions seront axées sur la promotion et la vulgarisation de pratiques intelligentes face aux aléas climatiques et à faibles émissions dedans l'élevage, l'amélioration de la gestion des parcours, la valorisation du fumier via la production de biogaz et d'engrais organiques, la réduction des pertes de lait et l'augmentation de la productivité dans les élevages locaux.

Allier productivité et durabilité dans les systèmes de production

Le programme prévoit également de renforcer les politiques laitières nationales, les services climatiques, ainsi que les systèmes de mesure, de déclaration et de vérification des émissions de GES, créant ainsi les conditions nécessaires à une réduction durable des émissions et à des gains de productivité.
L'ambition affichée par le FIDA est de parvenir à réduire de 29 % l'intensité des émissions de gaz à effet de serre associées aux systèmes de production laitière et d'augmenter de 34 % la production laitière dans les pays ciblés.
Il convient de noter que le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda ont produit ensemble près de 14 millions de tonnes de lait en 2023 soit plus du quart de la production africaine estimée à 53,1 millions de tonnes cette année, selon la FAO.
La durabilité du secteur laitier devient un enjeu stratégique à mesure que les pays d'Afrique de l'Est intensifient les investissements pour accroître leur production.
En 2023, le Kenya a ainsi adopté une nouvelle feuille de route visant à doubler sa production d'ici 2030.
Le Rwanda s'est engagé en 2024 à investir 100 millions $ d'ici 2029 dans le cadre de son Projet de développement laitier, tandis que la Tanzanie a récemment lancé en mars 2025 un projet de 174,3 millions $ pour développer la filière.

ÉLECTRICITÉ

En Zambie le solaire progresse au sein du mix énergétique

Conformément à ses ambitions de sécurité énergétique, la Zambie vise un taux d'accès à l'électricité de 50 % d'ici 2030. Le renforcement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique est considéré comme un levier central pour atteindre cet objectif. La Zambie a réalisé une avancée clé dans la mise en œuvre de sa stratégie énergétique avec la connexion au réseau électrique national de la centrale solaire de Mailo, située dans le district de Serenje. Depuis le lundi 30 juin, l'installation d'une capacité installée de 110 MW a commencé à injecter 25 MW d'électricité.

Le projet, porté par l'entreprise d'État ZESCO et la compagnie britannique Solar Century Africa, s'ajoute à d'autres initiatives de diversification du mix énergétique, encore largement dépendant d'une hydroélectricité exposée aux sécheresses. La Zambie s'est notamment fixé pour objectif d'atteindre 1000 MW de capacité solaire installée d'ici fin 2025.
Cependant, malgré ses avancées énergétiques, cette dynamique de projets met en évidence une tension structurelle relevée par le dernier rapport Electricity Regulatory Index 2024 de la Banque africaine de développement.
Selon le document, qui évalue la qualité, l'efficacité et l'impact des cadres de régulation du secteur de l'électricité dans 43 pays africains, la Zambie se classe dans la première moitié du tableau, avec un score global de 0,691 qui la positionne au 14e rang.
Ainsi, si le pays affiche un score supérieur à la moyenne continentale, il ne figure toutefois pas dans le top 10.
La gouvernance réglementaire du pays est saluée (score de 0,819), traduisant l'existence d'un régulateur indépendant doté d'un cadre légal robuste tandis que les scores en matière de substance réglementaire (0,655) et surtout de résultats (0,599) restent en retrait.

MÉCANISATION AGRICOLE

Le Ghana veut renforcer sa capacité d'assemblage de tracteurs

Au Ghana, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % du PIB et emploie environ 35 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, la mécanisation agricole, perçue comme un levier essentiel pour accroître la productivité, peine à décoller.
Le Ghana vient de conclure un accord avec le fabricant turc d'équipement Hattat Traktör pour implanter une nouvelle unité d'assemblage de tracteurs agricoles sur son territoire. C'est ce qu'a annoncé Eric Opoku, ministre de l'Agriculture, le 4 juillet dernier sur sa page Facebook.
Selon les détails révélés par le responsable, dans le cadre de cette collaboration, Hattat Traktör apportera une assistance technique à la société ghanéenne 10G Globaltech Ltd, qui a été choisie pour piloter le projet industriel aux côtés du ministère de l'Agriculture.
Une fois opérationnelle, l'unité d'assemblage permettra d'améliorer la capacité du pays à fournir aux agriculteurs des tracteurs. Pour l'heure, les détails supplémentaires concernant la date de début et la durée de construction de l'unité, la capacité de production ou encore l'emplacement du site n'ont pas encore été révélés.
Cette annonce intervient après que M. Opoku a dévoilé en juin dernier le « Farmers Service Centres », un programme gouvernemental visant à doter chaque district agricole du pays d'un centre entièrement équipé, comprenant des machines et des intrants afin de stimuler la production agricole. Pour les autorités, renforcer la capacité locale d'assemblage de tracteurs agricoles revêt un enjeu stratégique majeur, d'autant plus que l'utilisation de ces machines dans l'agriculture reste encore très limitée.

GRIPPE AVIAIRE EN AFRIQUE DU SUD

L'industrie avicole à nouveau sur le qui-vive

En Afrique du Sud, l'industrie avicole est la plus développée sur le continent africain. Le secteur qui se remet à peine de l'épizootie meurtrière de grippe aviaire de 2023, doit à nouveau faire face aux agents pathogènes de la maladie virale.
L'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) a révélé, le mercredi 2 juillet, que les autorités sud-africaines ont déclaré l'apparition de deux nouveaux foyers de grippe aviaire de type H5N1 dans des exploitations avicoles situées dans les provinces du Nord-Ouest et du Mpumalanga.
Selon les informations rapportées par Reuters, la maladie a déjà provoqué la mort de 1 150 volailles dans les fermes concernées. Cette annonce intervient 4 mois après que le ministère de l'Agriculture a confirmé, en mars dernier, la présence du virus de souche H5N1 chez des oiseaux sauvages sur l'île subantarctique Marion, avec des cas recensés chez six espèces, dont l'albatros hurleur et le manchot royal.
Elle marque en outre la résurgence de la maladie dans des élevages commerciaux, près de 2 ans après que l'industrie avicole se soit rétablie de la pire épizootie de grippe aviaire de son histoire en 2023. Cette crise zoosanitaire qui était alors causée par la propagation simultanée des souches H7N1 et H5N1 du virus, a conduit à l'abattage du tiers du cheptel avicole national (soit 10,5 millions d'oiseaux), entraînant au passage des pertes économiques évaluées à plus de 529 millions $ pour la filière.

Une réponse proactive du gouvernement

S'il est encore trop tôt pour prédire une nouvelle épizootie de cette ampleur, la réapparition de la souche H5N1, qui n'est certes pas rassurante pour les éleveurs locaux, devrait donner un coup d'accélérateur au déploiement de la stratégie de prévention récemment annoncée par le gouvernement. Dans le pays, le ministère de l'Agriculture avait en effet annoncé, le 5 juin dernier, l'intention du gouvernement de mettre en œuvre la première campagne de vaccination massive de volailles de l'histoire du pays contre la grippe aviaire.
« Ce que nous essayons de faire, c'est prévenir la catastrophe qu'une épidémie pourrait provoquer, et c'est l'objectif de cette vaccination : renforcer l'immunité du cheptel avicole local contre cette grippe aviaire pathogène, en nous inspirant des meilleures pratiques internationales, en regardant ce qui a été fait dans d'autres pays », expliquait alors John Steenhuisen, ministre de l'Agriculture.
Dans un communiqué publié le 30 juin sur son site, l'entreprise Astral Foods, premier producteur sud-africain de viande de poulet, a annoncé avoir obtenu l'autorisation de vacciner 5 % de son cheptel dans le cadre d'une phase pilote contre la souche H5 de la grippe aviaire.

CAC 40

Zéro impulsion avant une semaine capitale

La Bourse de Paris a ouvert d'être largement animée par le retour des questions commerciales.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - échéance fin juillet - recule de trois points à 7698,5 points, annonçant un début de séance sans aucune impulsion.
Du fait de la fermeture de Wall Street vendredi pour la fête nationale d'Independence Day, les marchés d'actions avaient déjà connu une fin de semaine relativement calme.
Dans un contexte où les prises d'initiatives sont restées limitée, le marché parisien s'est mollement laissé dériver dans le rouge pour terminer la séance sur un repli de 0,7% à 7696 points.
Sur l'ensemble de la semaine, le CAC se contente d'afficher une progression modeste de 0,4%, une performance hebdomadaire toutefois supérieure à celle du DAX allemand (-0,6%) et de l'Euro STOXX 50 (-0,3%), qu'il tendait à sous-performer depuis le début de l'année.
Les prises de positions devraient demeurer prudentes ce lundi alors que se rapproche dangereusement la date butoir du mercredi 9 juillet, à laquelle les droits de douane de la 'Journée de la Libération' promis par Donald Trump devraient s'appliquer en l'absence d'accords commerciaux.
Bien que les Etats-Unis n'aient pour l'instant finalisé que deux accords commerciaux avec le Royaume-Uni et le Vietnam, et conclu un vague protocole d'entente avec la Chine, les investisseurs semblent vouloir garder leur sang-froid.
Interrogé hier sur CNN, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a pourtant prévenu que les pays qui n'auraient pas conclu d'accord avec Washington d'ici au 1er août verraient les tarifs douaniers revenir à leurs niveaux du mois d'avril.
En d'autres termes, les lettres d'avertissement que prévoit d'envoyer Washington à ses partenaires commerciaux prévoient d'ouvrir la porte à de négociations potentielles jusqu'à la fin du mois.
'L'administration Trump a déjà prouvé à plusieurs reprises qu'elle n'avait ni les moyens ni le cran - ou les deux - pour assumer des tarifs douaniers ultra-élevés, du genre quasi-embargo commercial', rappelle Michael Brown, stratège chez Pepperstone.
'Tout cela a comme un air de déjà-vu: une stratégie bien rodée du 'j'en fais des tonnes pour mieux reculer ensuite", ajoute l'analyste.
'On dirait bien qu'on se prépare gentiment à un nouveau moment TACO ('Trump Always Chickens Out' ou 'Trump finit toujours par se dégonfler') d'ici peu', conclut-il.

ETATS UNIS

L'emploi ne ploie toujours pas

Les investisseurs ont eu à digérer de nombreuses statistiques publiées sur un nombre de jours de bourse restreints, fête nationale américaine oblige.
Ainsi le rapport sur l'emploi fait toujours preuve d'une remarquable résilience.
Inutile de vous rabâcher les oreilles, les taux américains sont considérés par le président élu comme étant largement trop élevés au point de taper ouvertement sur la politique monétaire menée par Jerome Powell. Ironie du sort lorsque l'on sait que ce dernier a été nommé par Donald Trump lors de son premier mandat. En tous états de cause, un président plus conciliant, pour ne pas dire docile, devrait rapidement sortir du chapeau. L'objectif affiché est de baisser rapidement les taux d'intérêt afin de réduire le coût de la charge de la dette. Or, la relation entre les Fed Funds et le rendement du 10 ans n'est pas linéaire, loin s'en faut, comme le souligne John Authers sur Bloomberg.
Le problème est aussi criant pour les indices actions. Aux niveaux actuels, le S&P 500, évalué sous l'angle du rendement des bénéfices des valeurs le composant, ne sont pas particulièrement bon marché comparativement au rendement offert par les obligations. Autrement dit, vous n'êtes pas rémunérés pour la prise de risque supplémentaire que vous prenez si vous achetez aujourd'hui des valeurs américaines.

Les marchés renouent avec un contexte de hausse des taux

Les actions connaissaient un nouveau repli lundi et la détermination à lutter contre l'inflation affichée vendredi par le président de la Banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell poussait les taux obligataires vers le haut. Les places boursières ont poursuivi le repli entamé vendredi. Paris a perdu 0,83%, Francfort 0,61% et Milan 0,24%, également soucieuse de l'évolution des prix de l'énergie.
La Bourse de Londres était fermée pour cause de jour férié au Royaume-Uni. À la Bourse de New York, le Dow Jones perdait 0,18%, le Nasdaq 0,64% et le S&P 500 0,24% vers 16H05 GMT. Sans actualité ou indicateur majeur lundi, les investisseurs continuent de réagir au discours de Jerome Powell, qui a confirmé vendredi que la banque centrale américaine allait «vigoureusement user de ses outils» pour juguler l'inflation.
Pour l'analyste d'Oanda Edward Moya, «Jerome Powell a envoyé un message court et direct indiquant qu'il n'y aurait pas de pivot de la Fed» vers une politique monétaire moins stricte de sitôt, ce que certains investisseurs espéraient. En conséquence, les investisseurs évitent les prises de risque, estime Gilles Moëc, chef économiste d'AXA Investment Managers. Sur le marché de la dette, le taux d'intérêt pour l'emprunt à deux ans américain, le plus sensible à la politique à court terme de la Fed, a atteint un plus haut depuis 2007, avant de légèrement redescendre à 3,42% vers 16H00 GMT. Il était encore nettement plus élevé que le rendement de l'emprunt à dix ans (3,11%), signe vu comme annonciateur d'une récession.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Juillet 2025
Valeur : 09 Juillet 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5405	129.5555
1	EUR	EURO	152.0676	152.1241
1	GBP	POUND STERLING	176.2935	176.3620
100	JPY	JAPANESE YEN	89.2398	89.2563
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0602	18.0628
1	CHF	SWISS FRANC	162.7189	162.8195
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.8320	94.8638
1	DKK	DANISH KRONE	20.4007	20.4076
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6131	13.6166
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8137	12.8173
1	AED	UAE DIRHAM	35.2654	35.2743
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5395	34.5454
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.7504	424.4938
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2614	44.7062
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.4206	14.4223
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9970	24.1204
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2443	3.2543
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.3194	178.3194

AVEC LES POLITIQUES COMMERCIALES

L'Europe ouvre prudemment

Les principales Bourses européennes évoluent sur une note prudente à l'ouverture lundi avec les incertitudes sur la politique commerciale américaine.
À Paris, le CAC 40 se replie de 0,02% à 7.695,07 points vers 07h16 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,23%, tandis que le FTSE à Londres décline de 0,09%.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,02%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,17% et le Stoxx 600 décline de 0,01%. Les investisseurs débutent prudemment une semaine marquée par la fin de la pause instaurée par Donald Trump sur les droits de douane dits "réciproques". Le président américain, qui avait donné jusqu'au 9 juillet à ses partenaires commerciaux pour arriver à des accords, a indiqué dimanche que son pays commencerait à envoyer des lettres lundi aux différents pays pour leur annoncer que, si les choses n'avancent pas, ils reviendront le 1er août au niveau des droits de douane du 2 avril. "Cette situation pourrait perturber les conditions de volatilité favorables observées au cours des deux derniers mois, même si les retombées ne devraient pas atteindre les niveaux observés en avril", préviennent les économistes d'ING dans une note publiée lundi.
Si quelques accords ont été trouvés - notamment avec le Royaume-Uni ou dans une certaine mesure la Chine -, la majorité des pays continue à mener des négociations avec Washington.
Capgemini perd 2% après avoir annoncé l'acquisition de WSN pour 3,3 milliards de dollars.

BOURSE DE MILAN EN BAISSE

Prises de bénéfices en l'absence de Wall Street, recul du luxe et des banques

Les indices sont en territoire négatif à la Bourse de Milan lors de la dernière séance de la semaine, privée du phare de Wall Street, fermée pour la fête de l'Independence Day, et donc plus exposée aux prises de bénéfices.
Un trader souligne que la tendance du jour, accentuée par la fermeture des marchés américains, est à la réalisation de profits, à la lumière des fortes hausses accumulées récemment par les marchés.
En toile de fond persistent les tensions liées à la guerre commerciale et aux négociations complexes que les États-Unis mènent actuellement sur le dossier des droits de douane.
Par ailleurs, la Chine a annoncé qu'elle imposera une taxe pouvant aller jusqu'à 34,9 % sur les importations de brandy en provenance de l'Union européenne, et ce, pour une durée de cinq ans.
Vers 9h50, l'indice Ftse Mib recule de 0,50 %.
Parmi les banques, globalement faibles aujourd'hui, Popolare di Sondrio progresse de 0,6 %, sous les plus hauts du début de séance, le titre s'étant de fait aligné sur le nouveau prix de l'OPA lancée par BPER (-1,9 %), qui a relevé hier son offre avec une composante en numéraire d'1 euro par action.
Concernant l'autre OPA imminente, Mediobanca cède 1 %, tandis que MPS < BMPS,MI> perd 0,86 %, l'écart avec le prix implicite de Mediobanca tournant autour de 3,5 %.
La banque siennoise a fixé à 35 % le seuil minimum d'adhésion pour la validité de l'OPA de Piazzetta Cuccia et, aujourd'hui, dans une interview accordée au Sole 24 Ore, le PDG Luigi Lovaglio s'est dit convaincu que la banque mènera l'opération à son terme.

ETATS UNIS

Trump menace les pays qui s'alignent avec les Brics de droits de douane supplémentaires

Le groupe des Brics fait front commun face aux droits de douane décidés par les États-Unis et fait part de ses craintes pour le commerce mondial.

Ce sont de "sérieuses préoccupations". Les Brics ont exprimé dimanche à Rio de Janeiro leurs craintes face à la guerre commerciale menée par Donald Trump, qui a en retour menacé d'imposer des droits de douane supplémentaires au bloc des onze grands pays émergents et à ceux qui "s'alignent" sur eux.
"Nous exprimons de sérieuses préoccupations face à l'augmentation de mesures douanières et non-douanières unilatérales qui faussent le commerce", affirment dans une déclaration les dirigeants du groupe menés par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, réunis pour deux jours. De telles mesures "affectent les perspectives de développement économique mondial", alertent les Brics, qui représentent près de la moitié de la population mondiale et 40% du PIB de la planète.
Mais les dirigeants n'ont pas nommé les États-Unis et Donald Trump, alors que de nombreux pays, dont la Chine, sont engagés dans des négociations avec Washington sur ce lourd dossier.
Le président américain a réagi sur la plateforme Truth Social. "Tout pays s'alignant sur les politiques anti-américaines des Brics se verra appliquer un droit de douane Supplementaire de 10%. Il n'y aura pas d'exception à cette politique", a-t-il écrit. Il a également annoncé que les premières lettres menaçant de droits de douane exorbitants les pays récalcitrants à conclure un accord commercial avec Washington seront envoyées lundi à 16H00 GMT.
Le ministre américain du Trésor Scott Bessent avait auparavant affirmé que faute d'accord avec Washington dans les prochains jours, les surtaxes - pouvant atteindre 50% - entreraient en vigueur le 1er août.

MATÉRIELS MÉDICAUX

La Chine répond à L'UE avec des mesures de rétorsion contre les entreprises européennes

La Chine annonce ce dimanche 6 juillet qu'elle exclut les firmes européennes de ses commandes publiques de matériels médicaux, en réplique à des dispositions similaires annoncées par la Commission européenne fin juin.
Des mesures de rétorsion. La Chine a annoncé dimanche 6 juillet qu'elle excluait les entreprises de l'Union européenne des grosses commandes publiques de matériels médicaux, des dispositions présentées comme "réciproques" après des restrictions similaires prises contre les firmes chinoises dans l'UE.
La mesure concerne une grande variété de produits, des appareils et pièces de prothèse, aux machines médicales, en passant par les instruments chirurgicaux, les endoscopes ou les organes artificiels.
"Pour les dispositifs médicaux (...) dont le budget d'achat dépasse 45 millions de yuans (5,3 millions d'euros) (...) la participation des entreprises de l'Union européenne (à l'exclusion des entreprises à capitaux européens implantées en Chine) devra être exclue", a indiqué le ministère chinois des Finances dans un communiqué.

Répliques en cascade

Autre restriction: dans les offres d'entreprises non-européennes, la part des produits importés de l'UE ne pourra excéder 50% du montant total du contrat.
Ces mesures, qui doivent entrer en vigueur dès dimanche, font suite à des mesures similaires contre les firmes chinoises annoncées le 20 juin par la Commission européenne. Bruxelles avait décidé d'exclure les entreprises chinoises des commandes publiques de matériels médicaux dépassant 5 millions d'euros. Une mesure déjà présentée comme une réponse "proportionnée aux obstacles dressés par la Chine".

GUERRE COMMERCIALE

Le Vietnam conclut un «deal» avec Donald Trump

Le pays d'Asie du Sud-Est, ultra-dépendant aux exportations vers les Etats-Unis, échappe à des droits de douane supplémentaires de 46 %, dont il était menacé depuis le 2 avril. L'accord trouvé avec l'administration Trump prévoit une surtaxe douanière de « seulement » 20 %. Le Vietnam va être soumis à une surtaxe de 20 % pour ses exportations aux Etats-Unis, tandis que les produits américains seront libres de taxes à l'importation sur le marché vietnamien, selon les termes d'un accord préliminaire annoncé mercredi 2 juillet par Donald Trump, le second « deal » après celui avec le Royaume-Uni depuis le répit de 10 % accordé à Hanoï, ainsi qu'à des dizaines de partenaires commerciaux dans le monde, par Washington il y a deux mois. Les surtaxes aux exportations vietnamiennes avaient initialement été fixées à 46 % le 2 avril, le « jour de la libération » de Donald Trump. Cette surtaxe de 20 % sera toutefois doublée sur les produits en provenance du Vietnam qui ont été fabriqués ailleurs. « Je viens de trouver un accord commercial avec le Vietnam », a écrit le 2 juillet le président américain sur sa plateforme Truth Social, une semaine avant le retour annoncé de ses droits de douane. « Le Vietnam fera quelque chose qu'ils n'ont jamais fait auparavant, en offrant aux Etats-Unis un aces intégral à leur marché », a-t-il ajouté.

ALLEMAGNE

Le taux de croissance du PIB en légère hausse

L'économie allemande a progressé de 0,4 % en glissement trimestriel au T1 2025, révisée à la hausse par rapport à une estimation initiale d'une hausse de 0,2 %, et rebondissant après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent.
Cela marque la plus forte expansion économique depuis le T3 2022, stimulée par une croissance accélérée de la consommation des ménages (0,5 % contre 0,2 % au T4) et des investissements fixes (-0,3 % contre 0,4%).
Le commerce net a également contribué positivement au PIB, les exportations ayant progressé de 3,2 % (contre -3,1 %), soutenues par une croissance plus forte que prévu de la production manufacturière et des exportations par rapport aux estimations initiales de mars.
Parallèlement, les importations ont augmenté à un rythme plus modéré de 1,1 % (contre -0,7 %). Du côté de la production, la plupart des industries ont connu une croissance, avec des expansions notables dans la fabrication (1 % contre -0,3 %), l'information et les communications (1,7 % contre -0,3 %), ainsi que le commerce, le transport, l'hébergement et les services de restauration (1,1 % contre 0,6 %). Sur une base annuelle, l'économie a stagné, comparée à une baisse de 0,2 % au T4 et aux estimations antérieures d'une baisse de 0,2 %.

CROISSANCE MODESTE DU ROYAUME-UNI

La Banque d'Angleterre va réduire progressivement ses taux

L'économie britannique devrait enregistrer une croissance modérée de 1 % cette année, tandis que la Banque d'Angleterre s'apprête à abaisser ses taux d'intérêt à deux autres reprises en 2025, selon des économistes interrogés par Reuters.
Ces prévisions évoluent peu par rapport aux précédentes, malgré les incertitudes liées aux droits de douane.
L'enquête a été réalisée avant l'examen complet des dépenses publiques prévu par la ministre des Finances, Rachel Reeves, le 11 juin, avec des hausses budgétaires majeures attendues dans les secteurs de la santé et de la défense.
La médiane des attentes issues du sondage mené du 5 au 10 juin auprès de 52 économistes table sur une croissance de 1,0 % cette année - une estimation pratiquement inchangée depuis février - et une légère accélération à 1,2 % l'an prochain. À titre de comparaison, l'économie avait progressé de 1,1 % en 2024.
Ces prévisions correspondent aux dernières projections de l'Office for Budget Responsibility.
L'économie britannique a enregistré une croissance de 0,7 % au premier trimestre, dépassant les attentes, mais la progression devrait ralentir à 0,1 % au deuxième trimestre et 0,2 % au troisième, avant une hausse de 0,3 % au dernier trimestre de 2025.
« Fondamentalement, nous n'avons pas modifié nos prévisions de croissance pour 2025 ces derniers mois, car les droits de douane n'auront pas un impact majeur sur l'économie. L'automobile, l'acier et la pharmacie sont visés, mais les exportations britanniques de biens vers les États-Unis ne représentent qu'environ 2 % du PIB », explique James Smith, économiste chez ING.
Le Royaume-Uni demeure la seule grande économie à avoir conclu un accord commercial avec les États-Unis, lui permettant d'échapper pour l'instant à la hausse des droits de douane du président Donald Trump sur les importations d'acier et d'aluminium, mais une taxe de 10 % sur les biens reste en vigueur.
La Banque d'Angleterre devrait maintenir son taux directeur à 4,25 % la semaine prochaine, avant une probable baisse d'un quart de point en août, puis une autre d'ici la fin de l'année à 3,75 %, selon une large majorité des 59 économistes sondés.
Les marchés anticipent également deux nouvelles baisses de taux cette année, après la publication mardi de chiffres officiels montrant une légère hausse du taux de chômage et un ralentissement de la progression des salaires.
Le Comité de politique monétaire de la banque centrale pourrait désormais être plus confiant quant à la poursuite de sa politique d'assouplissement progressif, selon les économistes.
« La faiblesse actuelle du marché de l'emploi et le ralentissement de la croissance des salaires pourraient faire pencher la balance en faveur d'une baisse en août », observe Elizabeth Martins, économiste senior pour le Royaume-Uni chez HSBC.

SpaceX a battu un record historique à Cap Canaveral dans un silence assourdissant

Le 2 juillet dernier, SpaceX a lancé sa 500e fusée Falcon 9 depuis Cap Canaveral, avec à son bord 27 satellites Starlink. Le vol s'est déroulé sans incident. Un record de réutilisation d'un même propulseur a été atteint, mais l'événement est passé presque inaperçu hors des réseaux sociaux.

C'est le genre d'instant que l'histoire spatiale ne laisse pas passer souvent. Dans la nuit du 1er au 2 juillet, SpaceX a envoyé sa 500e fusée Falcon 9 en orbite depuis la côte est de la Floride, à Cap Canaveral. Un tir comme un autre, en apparence. Sauf que le premier étage du lanceur, le fameux booster B1067, réalisait là son 29e vol. Jamais une fusée n'avait autant servi, tous modèles confondus. Malgré cet exploit, la presse spécialisée s'est montrée plutôt discrète. Il a fallu un message posté sur X.com par Elon Musk pour rappeler que cette mission n'avait rien de banal. Ce tweet, largement relayé, a fait plus de bruit que l'événement lui-même. Comme si ce record n'intéressait plus que ceux qui suivent les annonces de SpaceX en direct depuis les réseaux sociaux.

Un tir de plus dans le ciel pour Falcon 9, mais une fusée hors norme sur la rampe

Le lancement a eu lieu à 2 h 28, heure locale. La fusée a quitté sa rampe du complexe 40 à Cap Canaveral et a pris la direction de l'orbite terrestre basse, chargée d'une grappe de satellites Starlink. En moins de dix minutes, la mission était déjà en bonne voie. Cinquante-cinq minutes plus tard, les 27 satellites v2 Mini rejoignaient le reste de la mégaconstellation de SpaceX, qui dépasse aujourd'hui les 7 900 unités actives autour de la Terre.
Ce 500e tir de Falcon 9 a été réalisé avec un booster déjà utilisé 28 fois, une première dans l'histoire de l'entreprise. Le premier étage, identifié sous le nom B1067, a terminé sa course sur la barge autonome « A Shortfall of Gravitas », stationnée dans l'Atlantique. Le précédent record, déjà détenu par ce même propulseur, s'arrêtait à 26 utilisations. Les performances de B1067 dépassent celles des autres étages de la flotte. Il a transporté des équipages, des satellites commerciaux, des modules scientifiques. Il a participé à des lancements vers l'Europe, la Turquie, l'Asie. Il a surtout permis d'enchaîner 18 missions Starlink, parfois à quelques semaines d'intervalle. À chaque vol, les équipes récupèrent des données qui améliorent les procédures de maintenance et prolongent la durée de vie du matériel.

Quand les tweets remplacent les gros titres

Ce vol aurait pu faire la une des journaux spécialisés. Pourtant, en dehors de quelques blogs, de publications américaines confidentielles et des forums d'amateurs, l'information n'a circulé que sur X.com. Le premier à s'en féliciter reste Elon Musk. Dans la journée, il a sobrement publié : « 29 atterrissages pour un seul propulseur ! ». Un message simple, repris dans la foulée par les comptes SpaceX et une série d'observateurs réguliers de l'entreprise.
La firme communique directement sur ses vols, sans dépendre des médias spécialisés. Ce mode de diffusion n'a rien de nouveau, mais il prend le pas sur les circuits habituels, même quand la mission sort de l'ordinaire. La fréquence des lancements a sans doute banalisé ce type de performance. Pourtant, certaines séquences mériteraient un autre écho.
La série atteint maintenant 500 lancements. C'est la première fois qu'un même modèle de fusée dépasse ce seuil avec une telle régularité. Depuis 2010, Falcon 9 a évolué en plusieurs versions jusqu'au modèle Block 5, conçu pour voler plusieurs fois avec des ajustements limités. SpaceX a réussi 439 réutilisations, pour 472 récupérations.
Les autres opérateurs ne suivent pas ce rythme. Les lanceurs européens, chinois ou russes conservent des modèles jetables pour la plupart des missions. Les projets réutilisables avancent lentement. Quant à la NASA, elle ne publie pas toujours de réaction officielle aux résultats de SpaceX, même lorsque ceux-ci établissent des records.
La société prévoit d'autres lancements Falcon 9 dans les jours à venir, dont certains avec des boosters déjà utilisés plus de 15 fois. Si B1067 atteint les 30 vols, il deviendra le premier étage à franchir ce seuil. Aucun calendrier précis n'a encore été publié, mais SpaceX maintient son rythme. Cap Canaveral pourrait bientôt voir passer le 501e lancement dans un silence tout aussi discret.

Source : Space.com, SpaceX

BRUXELLES INFLEXIBLE

L'AI Act entrera bien en vigueur, malgré le refus de 45 géants de la tech

Quarante-cinq entreprises européennes demandent une pause de deux ans sur l'AI Act. La Commission européenne refuse catégoriquement tout report. Les premières obligations entreront en vigueur le 2 août 2025.
L'Union européenne campe sur ses positions. Ce jeudi 3 juillet, 45 grandes entreprises européennes ont signé une lettre ouverte pour demander une suspension de l'AI Act. Parmi elles : Axa, Airbus, dont le PDG, au passage, trouvait que l'argent de la défense en Europe était mal dépensé, Total, BNP Paribas, Carrefour, Mistral AI ou encore ASML. Ces géants réclament un « clock-stop » de deux ans sur les principales obligations du règlement.
La réponse de Bruxelles ne s'est pas fait attendre. Thomas Regnier, porte-parole de la Commission européenne, a été catégorique vendredi, soit le lendemain de la complainte : « Il n'y a pas d'arrêt du temps. Il n'y a pas de période de grâce. Il n'y a pas de pause ». C'est on ne peut plus clair. Le calendrier légal reste inchangé. Les premières obligations entreront donc en vigueur le 2 août 2025.

Les entreprises européennes montent au créneau contre la régulation

Comme l'expliquent nos confrères du Monde, les 45 signataires de la lettre ouverte dénoncent des « régulations européennes floues et de plus en plus complexes ». Leur coalition baptisée EU AI Champions Initiative regroupe des secteurs variés. On y trouve des géants français comme Publicis, des industriels allemands comme Siemens ou Lufthansa, et des startups spécialisées dans l'IA comme Pigment ou Owkin.
Ces entreprises pointent du doigt deux échéances qui les inquiètent. Dès le 2 août, les fabricants de modèles d'IA « à usage général » devront évaluer les risques de leurs logiciels. Ils devront aussi fournir une documentation technique complète et un résumé des données d'entraînement. Cette obligation concerne directement les grands modèles génératifs qui alimentent ChatGPT, Gemini ou Le Chat de Mistral.
L'été 2026 apportera la seconde vague de contraintes. Les systèmes d'IA « à haut risque » devront subir des évaluations poussées. Cette catégorie couvre les infrastructures critiques, l'éducation, l'emploi, la banque ou encore la justice. Les entreprises redoutent des coûts de conformité importants.

Bruxelles maintient le cap malgré les pressions multiples

La Commission européenne ne cède pas aux demandes de report. Elle rappelle que les délais sont fixés par un texte juridique adopté début 2024. « Les dispositions sont entrées en vigueur en février, les obligations relatives aux modèles d'IA à usage général entreront en vigueur en août », précise Thomas Regnier, selon Reuters.
Cette fermeté surprend car la pression s'intensifie de tous côtés. Les géants américains comme OpenAI et Meta multiplient les interventions pour assouplir l'AI Act. L'administration Trump menace même l'UE de sanctions si elle maintient des mesures jugées « discriminatoires » pour les entreprises américaines.
Pourtant, la Commission européenne avait déjà évoqué l'idée d'une « période de grâce » pour faciliter la mise en conformité. Henna Virkkunen, commissaire à la souveraineté numérique, avait même mentionné sa volonté d'« alléger le fardeau » de mise en œuvre du texte.
La situation devient tendue car certains éléments clés tardent à arriver. Le guide de bonnes pratiques pour les IA à usage général, promis pour le 2 mai, n'a toujours pas été publié. Les négociations sur la transparence des données d'entraînement butent sur l'opposition entre les ayants droit culturels et les fabricants de modèles.
La Commission prévoit tout de même, dans sa grande mansuétude, de proposer des mesures de simplification vers la fin de l'année. Ces allègements pourraient réduire les obligations de déclaration pour les petites entreprises. Le calendrier principal de l'AI Act reste inchangé.

Source : Le Monde, Reuters

SALON DE MUNICH 2025

Quels seront les constructeurs présents ?

Le 9 septembre 2025, le Salon de Munich va ouvrir ses portes. Et il y aura bien entendu au programme de l'IAA Mobility, des nouveautés automobiles. Elles seront présentes sur les stands des constructeurs qui sont disséminés dans toute la ville. Il y aura bien sûr une large représentation des marques allemandes, mais aussi un nombre important de constructeurs chinois, tandis que la délégation française se réduit à Renault, mais avec une nouveauté à ne pas manquer.

Désormais, le salon munichois remplace le Salon de Francfort et comme le faisait ce dernier, il se tient tous les deux ans en alternance avec le Mondial de Paris. Dans la capitale bavaroise, les constructeurs, surtout allemands, ne rechignent pas à faire le déplacement afin de montrer leurs dernières nouveautés ou leurs concept-cars. Si ce salon, comme beaucoup d'autres, ne fait plus le plein des marques automobiles mondiales, les constructeurs désertant les grands salons pour des raisons économiques ou tout simplement pour reporter le budget salon sur des événements particuliers, l'IAA de Munich cette année devrait être cependant une belle édition.

Les marques allemandes en force

Il y a de nombreuses marques qui vont faire le déplacement en Allemagne et y présenter un bon nombre de nouveautés. Parmi celles qui auront le moins de kilomètres à faire pour se déplacer à Munich, il y a bien entendu BMW qui joue à domicile et qui présentera le BMW iX3, le premier modèle conçu sur la plateforme « Neue Klasse » qui privilégie la motorisation électrique. Volkswagen va présenter un concept-car de son futur SUV électrique ID.2 X qui est le pendant SUV de la future VW ID.2, il y aura aussi sur place Mercedes et sa Mercedes CLA Shooting Brake et Opel qui sera la seule marque présente du groupe Stellantis. La marque à l'éclair pourrait dévoiler un concept-car à Munich.

La Chine veut investir en Europe

L'industrie automobile chinoise va être omniprésente, du 9 au 14 septembre, à l'IAA Mobility 2025 (le nom officiel de salon munichois). C'est le cas du groupe Changan qui se dit prêt à s'implanter en Europe et à fabriquer en Europe pour l'Europe. Par la même occasion, cela évitera à cette marque de payer les droits de douane qui pèse sur les marques chinoises qui importent sur le continent européen.
Avatr l'une des filiales Changan sera présente sur un stand dans la ville de Munich. La marque BYD qui construit actuellement une usine en Hongrie sera également là tout comme Dongfeng, Polestar, Xpeng et Leapmotor. Cette dernière au sein de la co-entreprise Leapmotor International créée en association avec Stellantis, vend déjà en France ses véhicules. Il convient de noter que la plupart des marques chinoises seront installées dans le centre des congrès (Messe München). Mais rassurez-vous vous un compte rendu détaillé sur Caradisiac en septembre de toutes les nouveautés de ce salon.

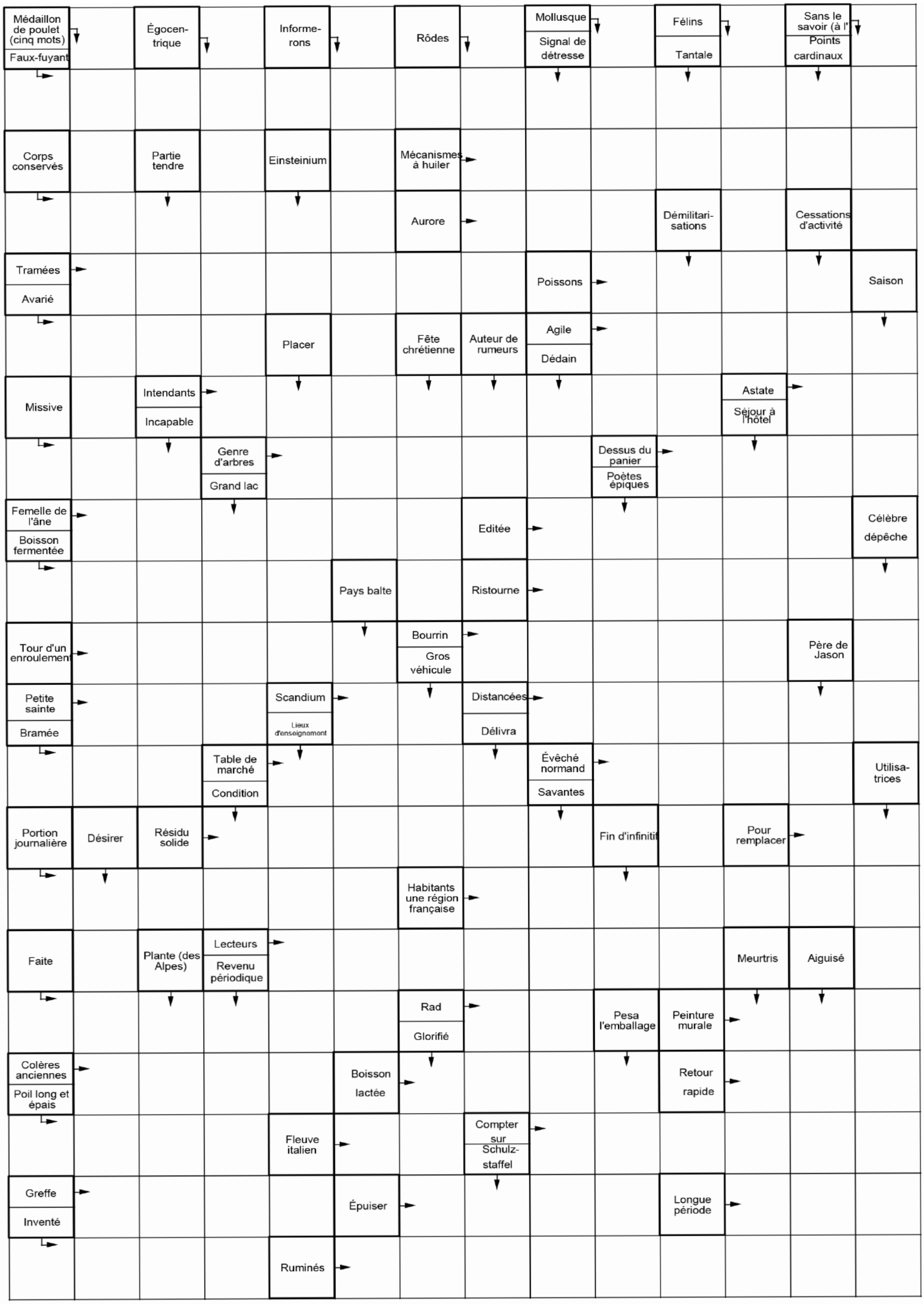
Un salon gratuit, ou presque

Car le Salon de Munich n'est pas un salon comme les autres, puisque les constructeurs exposent partout dans la ville (du 9 au 14 septembre) dans des stands à ciel ouvert dont l'entrée est gratuite. On peut voir dans la ville de nombreuses animations, assister à des concerts gratuits et essayer des véhicules. Pour les animations, expositions et conférences organisées du 9 au 12 septembre au centre des congrès (Messe München), elles sont en revanche réservées en priorité aux professionnels, l'accès est assez onéreux puisqu'il coûte de 180 € (pour un accès d'une journée) à 500 € (pour les quatre jours). Des billets réduits sont disponibles (avec justificatif) pour les écoliers, étudiants, ainsi que les personnes en situation de handicap. Mais en vous promenant de stand en stand et en visitant par la même occasion la ville de Munich, vous aurez, et cela sans bourse déliée, accès à la majorité des constructeurs présents en septembre.
Consacré à la mobilité dans son ensemble, le Salon de Munich fait la place à toute sorte de moyens de transport terrestres allant de la trottinette aux transports en commun, mais l'automobile y tient une place prépondérante et la possibilité de visiter ce salon situé dans la capitale bavaroise sans dépenser un euro puisque les stands sont accessibles gratuitement permet de passer un agréable moment à condition d'avoir de bonnes chaussures.

Les nouveautés des constructeurs au Salon de Munich 2025

Si les marques automobiles allemandes répondent présentes au Salon de Munich 2025, ce ne seront pas les seules à exposer. Car les marques chinoises seront là avec BYD, Dongfeng, Leapmotor (marque associée à Stellantis), Xpeng, etc. Il y aura aussi Ford, Hyundai, Kia, et la marque française Renault, puisque chez Stellantis, seule Opel sera présente.
Aito qui signifie « add intelligence to auto » (soit : ajouter de l'intelligence à l'automobile), est une marque chinoise désormais propriété de Huawei qui a créé trois véhicules en coopération avec Seres. La gamme se compose de trois SUV Aito 5 (photo), Aito 7 et Aito 9. (Constructeur présent dans le centre des congrès)
Les derniers mois ont été riches en nouveautés pour la marque d'Ingolstadt avec en particulier la découverte des nouveaux SUV Audi Q5 et Audi Q3, de l'Audi A6 Sportback e-tron. On devrait voir apparaître à Munich la version Sportback de l'Audi Q3 et l'on devrait découvrir la dernière génération du SUV Audi Q7 qui est encore en période de mise au point et ne sera commercialisée qu'en 2026.
Marque chinoise de luxe qui appartient en partie à Changan Automobile, Avatr présente au Salon de Munich ses véhicules électriques dotés d'une architecture 800 volts sur un stand au milieu de la ville qui sera en accès libre. En plus d'une berline d'aspect dynamique (Avatr 12), il devrait y avoir un grand SUV Avatr 11 (photo). La marque dispose d'un centre de design à Munich qui est dirigé par Nader Faghihzadeh, un designer qui a travaillé auparavant chez BMW.
Constructeur tunisien qui produit deux petites autos électriques (dont la majorité des composants provient de Chine). La Bee qui mesure 2,35 m de long à une autonomie 50 à 120 km en fonction des versions. Le B-Van, un utilitaire mesurant 2,82 m peut se recharger sur secteur et aussi grâce à son toit doté de cellules photovoltaïques (autonomie de 100 à 300 km). (Constructeur présent dans le centre des congrès)
La marque munichoise devrait faire fort en présentant le nouveau SUV BMW iX3 qui inaugure la plateforme « Neue Klasse ». Pour le moment, sur les photos fournies par BMW, ce modèle est encore recouvert d'adhésifs, mais verra disparaître sa tenue de camouflage à l'ouverture du salon le 9 septembre. À ses côtés, on pourrait voir apparaître la nouvelle BMW i3 vêtue encore d'un épais camouflage, car la belle s'effeuillera au printemps prochain.
La marque chinoise va bientôt ouvrir les portes de son usine de production en Hongrie et assembler là-bas les voitures qui seront vendues sur le continent européen. Le constructeur ne compte pas s'arrêter là et va ouvrir un centre de développement à Budapest et va investir pour cela environ 250 millions d'euros.
Can Am est une entreprise canadienne filiale de Bombardier, elle produit des quads, des motos électriques, des motos à trois roues, mais aussi des véhicules « Side-by-side », des sortes de buggys pour deux personnes qui se nomment Maverick et existent dans de multiples versions.
Changan est un constructeur chinois d'importance qui a fondé plusieurs co-entreprises avec Ford, PSA, Suzuki. Il est aussi propriétaire de la marque Avatr qui va être mise en avant à Munich, mais aussi de Deepal dont le SUV électrique Deepal S07 (un modèle repris par Mazda pour son Mazda CX-6e) est développé en collaboration avec le géant de l'électronique Huawei. Ce modèle est déjà en vente sur le continent européen. Le groupe Changan qui sera présent dans le centre des congrès est en ce moment même en discussion avec un autre groupe chinois Dongfeng afin de fusionner et devenir un mastodonte capable de produire 5 millions de véhicules par an.
La petite marque espagnole Cupra a le vent en poupe devrait mettre en avant l'essentiel de sa gamme à Munich et présenter aussi sa petite citadine électrique Cupra Raval qui pour le moment est toujours en période de mise au point et sera commercialisée en 2026.
En pourparlers pour fusionner avec Changan, le groupe chinois place ses pions en Europe en particulier en Espagne où il commercialise sa marque Voyah avec son SUV électrique Voyah Free et son grand monospace électrique Voyah Dream. Il attend également de lancer une autre de ses marques M-Hero. (Constructeur présent dans le centre des congrès)
Pour Ford, sa présence à Munich permettra à la marque américaine de présenter l'intégralité de sa gamme et ses nouveaux modèles électriques que sont les SUV Ford Explorer, le Ford Capri et le tout nouveau Ford Puma Gen-E. Tandis que la Mustang Mach-E vient de bénéficier d'améliorations et de nouvelles teintes de carrosserie, d'une pompe à chaleur de série, d'un sélecteur de vitesse qui change de place, cette auto sera aussi présente sur le stand.
La marque coréenne Genesis est la division luxe de Hyundai. Implantée en Allemagne, au Royaume-Uni et en Suisse, la marque Genesis n'est pas encore disponible dans notre pays, mais elle y arrivera en 2026. Disposant d'une offre assez large de grandes berlines et de SUV thermiques ou électriques, la marque veut également développer une division sportive (à l'image du M de BMW ou de AMG pour Mercedes) qui se nomme Magma. Celle-ci va proposer un nouveau modèle, le SUV Genesis GV60 Magma qui disposera de deux moteurs électriques qui pourraient dépasser les 700 ch. Ce modèle, dont un des prototypes a été pris en photo par nos chasseurs de scoop pourrait être présenté à Munich. D'autres modèles badgés Magma, dont un coupé exclusif, verront le jour ensuite.
Hyundai veut commercialiser 21 modèles électriques d'ici à 2030. On connait déjà le petit SUV Hyundai Inster, on a découvert dernièrement le Hyundai Ioniq 9, un grand SUV à sept places… Qu'est-ce que la marque coréenne va sortir de ses cartons dans le cadre du Salon de Munich ? Sera-ce un concept-car représentant la future citadine Hyundai Ioniq 2 (un patronyme qui n'est pas officiel) qui deviendra le pendant électrique de la Hyundai i20 ? Mais on pourrait découvrir la Hyundai Ioniq 6 qui est la version sportive de la grande berline électrique Hyundai Ioniq 6.
Avec sa petite Inyo Cab, Inyo Mobility veut révolutionner le transport de personnes dans les transports publics locaux. Ce petit véhicule qui a la vocation, plus tard, d'être autonome est léger et facile à produire tout en bénéficiant d'une maintenance simplifiée.
La marque coréenne Kia pourrait présenter à Munich le modèle de série son petit SUV Kia EV2 vu jusqu'à présent sous la forme d'un concept-car. Mais il y aura à coup sûr sa nouvelle berline compacte électrique Kia EV4 que le constructeur se charge de présenter pendant l'été chez les concessionnaires de 23 villes de l'Hexagone. Pour la voir, il suffit de s'inscrire sur le site du constructeur coréen. Il y aura aussi à Munich les nouveaux Kia PV5 qui sont déjà commercialisés. Il s'agit d'utilitaires électriques qui sont disponibles en fourgon ou en transport de personnes (ludospace).
Les modèles Leapmotor sont désormais distribués par le groupe Stellantis, la petite Leapmotor T03 électrique est même assemblée dans une usine du groupe à Tychy en Pologne. Il y a aussi dans la gamme le SUV familial électrique Leapmotor C10 qui existe aussi avec un prolongateur d'autonomie (un petit moteur thermique recharge la batterie en roulant) qui se nomme C10 REEV. On attend le Leapmotor B10 (photo) qui sera bientôt commercialisé et qui est de la taille d'un Peugeot E-3008. Viendra ensuite une berline compacte Leapmotor B05, mais il n'est pas sûr qu'on la découvre à Munich.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 8 juillet 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

4 morts et plus de 260 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et plus 260 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 6 au 7 juillet, 166 interventions suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, ayant causé la mort de 4 personnes et des blessures à 266 autres. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Sétif, avec (01) décès et (02) blessés, suite à un carambolage entre trois véhicules légers, survenu sur la rocade "Hassi Farmatou", dans la commune de Sétif, précise la même source.

ACCOMPAGNER LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Un axe d'une stratégique nationale

Le Directeur général de l »Agence algérienne de promotion de l'investissement, Omar Rekkache, est en déplacement, ce lundi, à Bouira pour inspecter plusieurs projets d'investissement. Il a été édifié sur les contrats de concession au profit de la SARL Le Châtaignier, spécialisée dans la fabrication de tous types de matériaux »emballage, de la société à responsabilité limitée « Société algérienne de fabrication de meubles « El Amal » (tous matériaux), de la société à responsabilité limitée « Sofratec », entreprise industrielle de transformation du bois et de la société par actions « Complexe industriel pharmaceutique EMGSE » (fabrication de produits pharmaceutiques, matière première du paracétamol).
Par la suite le DG de l'AAPI, s'est rendu à Dirah qui se situe à une soixantaine de Kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya, où il a inspecté le projet d'aménagement et de réalisation de la zone industrielle, qui s'étend sur une superficie de 250 hectares.
Il s'est rendu par la suite dans la commune d'Oued El Berdi, où est implantée la zone industrielle de Sidi Khaled pour inspecter le projet de l'unité d'assemblage de motos, de véhicules et de vélos. Ensuite ce fut au tour du projet d'unité de production pharmaceutique de la société à responsabilité limitée « Rosas pharma », de faire l'objet d'une visite du responsable de l'AAPI. A cette étape, il a affirmé, aux journalistes, que cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des projets d'investissement dans la wilaya de Bouira. Il a également salué les efforts déployés par les autorités locales, sous la conduite du wali, pour fournir les aides et s facilités nécessaires aux investisseurs.

EXPORTATIONS

146 opérateurs exportent des biens pour une valeur supérieure à un million $

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné le rôle fondamental des exportateurs dans le soutien à l'économie nationale. Il a néanmoins jugé impératif de revoir les modalités de l'exercice de ce qu'il convient de considérer comme une profession à part entière.
Lors d'une journée d'étude consacrée à cette thématique, le ministre a affirmé que l'exportation ne peut plus être considérée comme « un corollaire économique » ou une « activité secondaire ». C'est « une profession centrale », qui a besoin d'une attention accrue, en raison de son impact direct sur la présence des produits algériens sur les marchés internationaux, qu'il s'agisse de produits industriels ou agricoles.
« Il est évident, pour tous, que la profession d'exportateur est très importante car elle permet au produit national – industriel ou agricole – d'avoir accès, en temps opportun, aux marchés ciblés, selon un parcours d'exportation étudié et efficace», a affirmé le membre du gouvernement.
Il a également mis en relief la dynamique croissante que connaît le secteur de l'exportation ces dernières années. Il a livré, à ce titre, des statistiques édifiantes. 146 opérateurs exportent des biens pour une valeur d'un million de dollars, tandis que plus de 80 exportateurs de services ont été encore plus performants. Il s'agit là, selon lui, d'un indicateur positif quant à l'efficacité de la stratégie des pouvoirs publics, afférente à la diversification des exportations hors hydrocarbures.
Dans ce contexte, le ministre a estimé qu'il est désormais temps de se pencher sérieusement sur la profession d'exportateur, à travers une étude approfondie prenant en compte des paramètres précise tels que la formation, le financement, l'assouplissement des procédures et la mise en place de mécanismes d'accompagnement répondant aux exigences des marchés internationaux.

DIPLOMATIE

Attaf tient une séance de travail avec son homologue singapourien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a tenu, lundi, une séance de travail avec le ministre singapourien des Affaires étrangères, Vivian Balakrishnan, dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue en République de Singapour, indique un communiqué du ministère.
La séance de travail a permis "de procéder à une évaluation approfondie et exhaustive, de l'état des relations algéro-singapouriennes, et d'examiner les moyens de les promouvoir à de plus larges perspectives, à travers l'exploitation optimale des opportunités de partenariat et de coopération prometteuses offertes par les atouts et avantages complémentaires dont jouissent les deux pays", précise le communiqué. A cet égard, les deux parties se sont félicitées des expériences de partenariat réussies dans les domaines de la gestion portuaire et de l'industrie de transformation, convenant, par là même, d'élargir le cadre de la coopération bilatérale aux domaines prioritaires pour les deux pays, à l'instar de l'industrie toutes filières confondues, l'agriculture, la numérisation, les start-ups, la gestion des villes, l'éducation et l'enseignement supérieur, poursuit le texte.
Par ailleurs, les deux ministres ont échangé les vues et les analyses sur un nombre de questions internationales et régionales d'intérêt commun, à leur tête les développements de la cause palestinienne, la situation actuelle au Moyen-Orient et les développements dans la région sahélo-saharienne, conclut le communiqué.

L'ANEP célèbre l'indépendance et la jeunesse avec un tournoi de football inter-filiales

À l'occasion de la double célébration de l'indépendance et de la jeunesse, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a organisé, le vendredi 4 juillet 2025, un tournoi de football inter-filiales et unités. L'événement s'est tenu au stade communal de Hydra, à Alger, dans une ambiance conviviale et festive.
Cette initiative avait pour objectif de renforcer la cohésion, la camaraderie et l'esprit d'équipe entre les employés des différentes unités et filiales de l'ANEP, tout en offrant un moment de détente en dehors du cadre professionnel.
À l'issue de cette compétition, c'est l'équipe de la chaîne internationale

algérienne AL24NEWS qui s'est illustrée en remportant le championnat, après une finale disputée contre l'équipe de la direction générale.
La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence du Président Directeur Général de l'ANEP, M. Messaoud ALGHEM, accompagné de représentants d'institutions officielles, des directeurs d'unités, de filiales ainsi que des directeurs centraux de l'entreprise. Dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle, M. ALGHEM a remis la coupe et les médailles aux vainqueurs.
À travers cette initiative, l'ANEP réaffirme son engagement à promouvoir l'esprit d'équipe et le bien-être au sein du milieu professionnel.

LIGNE FERROVIAIRE TINDOUF-GARA DJEBILET

Les travaux achevés

Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire reliant Tindouf au gisement de fer de Gara-Djebilet sur 135 km ont été achevés, a appris ce lundi l'APS auprès de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).
«Les travaux de réalisation du tronçon de la voie ferrée reliant Tindouf au gisement de fer de Gara-Djebilet, sur une distance de 135 km, viennent d'être officiellement achevés, comme prévu auparavant», a affirmé à l'APS le directeur de la communication de l'ANESRIF, Abdelkader Mazzar.
La nouvelle ligne ferroviaire, qui fait partie du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière reliant le Sud-ouest au Nord du pays, via une voie ferrée de 950 km reliant Tindouf et Bechar, a été concrétisée avec toutes ses infrastructures, ouvrages d'art et équipements techniques, a-t-il expliqué.
«L'achèvement des travaux de cette ligne ferroviaire minière, est une étape majeure en matière d'exploitation du gisement de fer et de transport du minerai de fer vers diverses unités de transformation au Nord du pays, et même son exportation à l'étranger», a-t-il ajouté.
«La finalisation des travaux de cette ligne va permettre le renforcement, en moyens logistiques et humains conséquents, des chantiers de la tranche de 575 km qui relie Tindouf et Hammaguir, via Oum-Laâssel», a fait savoir M. Mazzar.
Pour rappel, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a affirmé, lors de sa récente visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tindouf, que cette ligne ferroviaire serait livrée le 5 juillet courant.